

Bilan et perspectives du commerce extérieur de la Chine

par Françoise Lemoine

	Pages
Introduction	31
I - Une économie entr'ouverte	31
1 - Faiblesse et instabilité du commerce extérieur	32
a) <i>Une participation modeste au commerce international</i>	32
b) <i>Un commerce extérieur en phase avec la croissance économique</i> ..	33
2 - Une structure d'exportation traditionnelle et relativement stable	36
a) <i>Le rôle majeur des exportations agricoles</i>	37
b) <i>L'évolution lente des ventes de produits manufacturés</i>	40
c) <i>Pétrole : des espoirs déçus</i>	42
d) <i>L'empreinte du sous-développement</i>	44
3 - Les fluctuations de la structure d'importation	44
a) <i>Un déficit céréalier d'ampleur variable</i>	47
b) <i>Matières premières et produits intermédiaires : de fortes dépendances ponctuelles</i>	50
c) <i>Des importations d'équipement dépendant des vagues d'investissement</i>	
II - Les limites du changement	52
1 - Un souci d'indépendance financière extérieure	52
a) <i>L'endettement des années 50 et ses conséquences</i>	53
b) <i>L'équilibre global des années 60</i>	55
c) <i>Le recours épisodique aux crédits extérieurs dans les années 70</i> ...	57
2 - Une organisation qui reste centralisée	61
a) <i>Les aléas de la décentralisation</i>	61
b) <i>Les mesures destinées à favoriser l'entrée de devises</i>	63
III - L'impact prévisible de la politique de réajustement	66
1 - Une croissance moins vive des exportations	66
a) <i>Exportations agricoles : un effort continu</i>	66
b) <i>Exportations manufacturières : une nécessaire conquête des marchés</i> ...	67
c) <i>Pétrole : des perspectives à long terme seulement</i>	69
2 - L'adaptation de la politique d'importation aux objectifs internes	72
a) <i>Le freinage de la croissance</i>	72
b) <i>Le changement des priorités d'importation</i>	73
Conclusion	76
Annexes	77
1 - Estimations du PNB de la Chine	77
2 - Sources statistiques sur le commerce extérieur de la Chine	79
3 - Estimations de la croissance économique chinoise	83
4 - Croissance du commerce extérieur chinois de 1970 à 1980	85
5 - Croissance des exportations de produits agricoles et de produits manufacturés	86
6 - Contrats d'achats d'usines par la Chine	87
7 - Elasticité des exportations à la production	89
Bibliographie	91

BILAN ET PERSPECTIVES DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE LA CHINE

Les échanges extérieurs de la Chine ont connu ces dix dernières années un développement spectaculaire encore qu'irrégulier ; leur évolution a été en effet rythmée par l'alternance de programmes ambitieux d'importation et de coups d'arrêt.

Face à ce phénomène il a paru utile de replacer l'essor récent du commerce extérieur chinois dans une perspective plus longue afin qu'apparaissent mieux ses caractéristiques structurelles. Les contraintes économiques — rythmes et niveau de développement — pèsent fortement, on le verra, sur l'évolution des échanges extérieurs chinois de 1950 à 1980.

Mais le commerce de la Chine tire aussi ses traits d'options fondamentales en matière d'organisation des opérations avec l'étranger et de politique de financement extérieur. Or les assouplissements apportés depuis deux ans à ces principes ne paraissent pas les remettre véritablement en cause.

A la lumière de la politique économique actuellement suivie par les dirigeants, les facteurs de continuité dans le commerce extérieur chinois apparaissent suffisamment pesants pour que l'on tente de tracer ses perspectives d'évolution au cours des prochaines années.

I - Une économie entr'ouverte

Avec l'expansion de ses échanges extérieurs, la conclusion de multiples accords commerciaux et financiers, son adhésion au FMI et à la Banque Mondiale, la Chine a poursuivi depuis 1978 une politique active d'insertion dans l'économie mondiale qui a pu prendre l'allure d'une rupture avec les orientations antérieures. La portée de ce changement doit cependant s'apprécier en fonction des possibilités de l'économie chinoise. Le dynamisme des échanges extérieurs chinois apparaît en effet très lié à celui de la croissance économique interne. La structure des exportations de la Chine, relativement stable sur le long terme et comparable à celle des pays en développement les plus pauvres, fournit une mesure de ses potentialités commerciales. La composition des importations est, elle, plus sensible aux variations de la politique économique.

1 - Faiblesse et instabilité du commerce extérieur

a) Une participation modeste au commerce international

L'intérêt suscité par la politique d'ouverture de la Chine conduit souvent à souligner la faiblesse actuelle des échanges extérieurs chinois : le commerce extérieur de la Chine est actuellement en phase « haute » puisqu'il a progressé depuis 10 ans plus vite que le commerce mondial. Il représente cependant moins de 1 % du commerce mondial et reste inférieur à celui des petits pays à croissance rapide comme la Corée du Sud, Hong Kong, Singapour.

Alors que la Chine compte un quart de la population mondiale, ses échanges représentent moins de 15 % du commerce extérieur de l'ensemble des pays en développement de l'Asie du Sud et de l'Est (tableau 1).

TABLEAU 1 - La Chine dans le commerce mondial

	1979 milliards de \$		1979/1970 (base 1970 = 1)	
	Exportations	Importations	Exportations	Importations
Chine	13,7	15,7	6,5	7,0
Monde	1 631,3	1 631,3	5,2	5,2
PVD (Economies de Marché)	403,5	362,0	7,3	6,4
PVD-Asie du Sud-Est (Economies de Marché)	97,4	114,9	7,6	6,2
Hong Kong	15,2	17,1	6,1	5,9
Inde	8,5	11,7	4,3	5,6
Indonésie	11,6 (*)	6,7 (*)	10,5	6,7
République de Corée	15,1	20,3	17,8	10,2
Malaisie	11,0	7,6	6,5	5,4
Philippines	4,6	6,6	4,2	5,1
Singapour	13,5	17,9	8,4	7,2
Thaïlande	5,3	7,2	7,6	5,5

(*) 1978.

Sources :

— Chine : National Foreign Assessment Center et sources officielles chinoises.

— Autres pays : FMI, Direction of Trade.

Certes les dimensions de l'économie chinoise contribuent à expliquer sa faible participation au commerce mondial : les Etats-Unis et l'URSS, autres pays de dimensions continentales, ont aussi un rôle dans le commerce international sensiblement plus faible que leur poids

économique. La prise en compte de ce phénomène ramène le commerce extérieur chinois à des proportions plus normales : La part des importations dans le PNB (tableau 2) était en Chine de 6,4 % en 1979, contre 5,2 % en URSS, 9,2 % aux Etats-Unis ; elle a dû atteindre 7 % en 1980. En outre, la faible ouverture de l'économie chinoise correspond aussi à son niveau de développement : le PNB par tête de la Chine (entre 250 \$ et 450 selon les estimations) (1) est plus proche de celui de l'Inde (190 \$) que de celui de l'URSS (4 100 \$). Rapporté au nombre d'habitants, le montant des échanges extérieurs est d'ailleurs le même en Chine et en Inde (une trentaine de \$).

TABLEAU 2 - Comparaisons internationales des niveaux de développement (1979)

	PNB (milliards de \$)	PNB/habitant (dollars)	Part des importations dans le PNB
Chine	246 (*)	253 (*)	6,4
Inde	126	190	9,3
Indonésie	52	380	14,0
Mexique	108	1 590	11,1
Brésil	207	1 690	8,7
URSS	1 082	4 110	5,2
Etats-Unis	2 377	10 820	9,2

Source :

Banque Mondiale - Atlas 1981.

(*) D'après les sources officielles chinoises (cf. Annexe 1).

b) Des échanges extérieurs en phase avec la croissance économique (graphique)

Le commerce extérieur de la Chine a connu depuis 1950 une évolution irrégulière. Sans préjuger de la part respective des facteurs économiques et des choix politiques dans ces fluctuations, on remarque que les oscillations du commerce extérieur sont en phase avec celles de la croissance économique (2) ; celle-ci est, on le sait, tributaire des options et du climat politiques [1].

(1) Cf. Annexe 1 sur les évaluations du PNB de la Chine.

(2) En l'absence de série officielle chinoise sur la croissance économique interne comme sur le commerce extérieur, au cours de la majeure partie de la période, on a repris les estimations des experts américains. Les chiffres de commerce extérieur ont été reconstitués à partir des déclarations des partenaires (cf. Annexe 2). Les séries sur la croissance interne fournissent des indications plus certaines sur les tendances d'évolution que sur les taux annuels. Ces évolutions ont été confirmées par les sources officielles chinoises (cf. Annexe 3, tableau E).

Evolution 1950-1970

De 1952 à 1959 les échanges extérieurs ont progressé rapidement, et connu une accélération en fin de période. Cette évolution correspond à une croissance agricole soutenue (jusqu'en 1958) et à une croissance industrielle rapide jusqu'en 1959-1960.

L'économie chinoise connaît à la fin des années 50 une grave crise : la chute de la production agricole de 1958 à 1960 (attribuable aux conditions climatiques et, aux efforts désordonnés du Grand Bond en Avant [2]) conduit à un effondrement de la production industrielle en 1961 (d'autant que le départ massif de techniciens soviétiques a eu lieu en 1960). De 1960 à 1962 les exportations et les importations chinoises enregistrent une chute parallèle. En 1962 la valeur des échanges est le tiers de celle de 1959.

A partir de 1961-1962 s'amorce une lente reprise de la production agricole, des exportations et des importations ; la progression de l'industrie paraît sensiblement plus rapide. Ces tendances s'accélérent vers le milieu de la décennie : en 1965-1966 la production industrielle, la production agricole, les échanges extérieurs atteignent ou dépassent leur niveau record d'avant la crise.

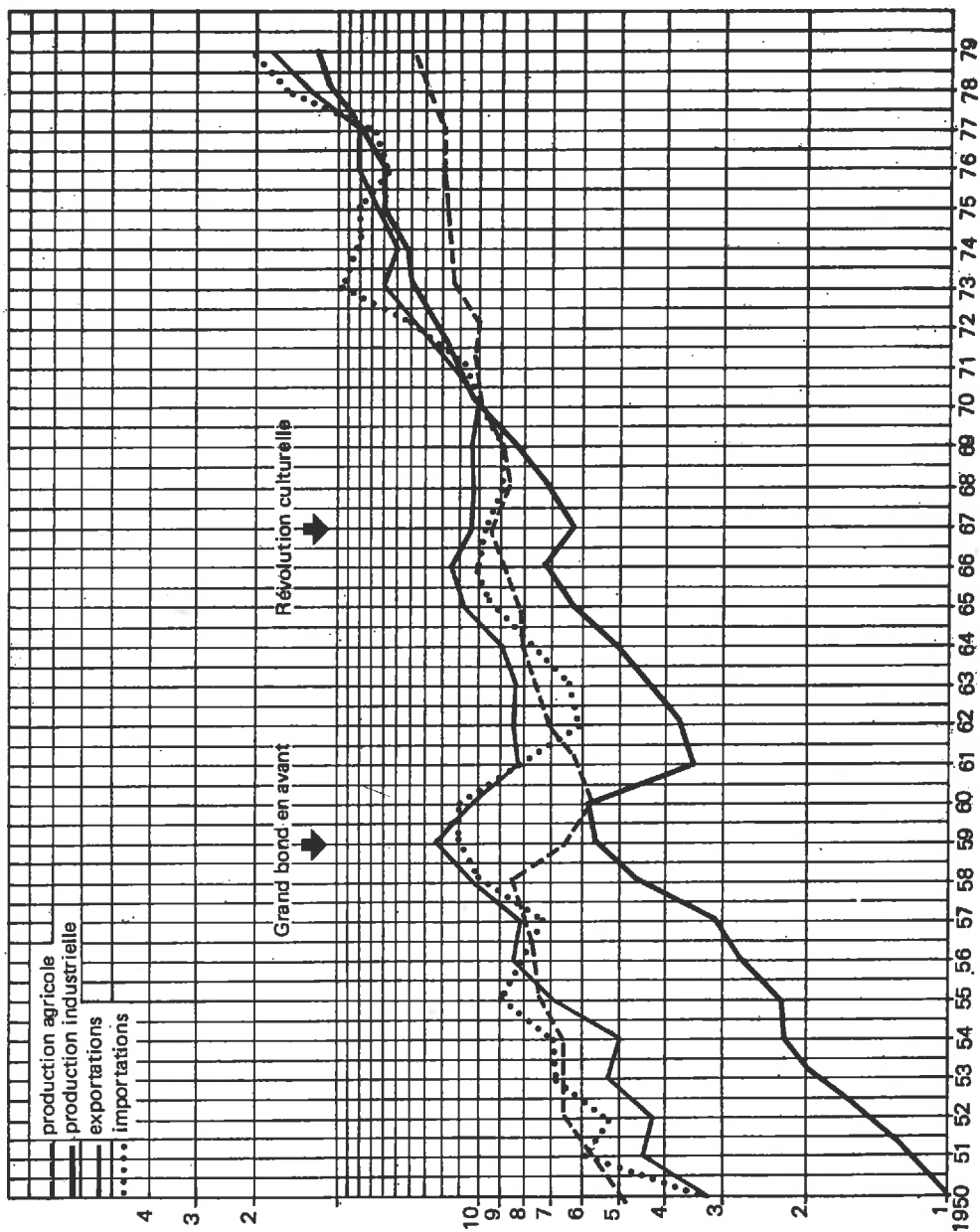
Cet essor se trouve brutalement interrompu en 1967. La révolution culturelle entraîne une désorganisation de l'ensemble de l'économie, et surtout de l'industrie et du transport. La chute des productions industrielles (en 1967) et agricole (en 1968) s'accompagne du déclin du commerce extérieur. Celui-ci ne retrouve son niveau de 1966 que vers 1970-1971.

Depuis 1970

Les années 1970 constituent une nouvelle phase d'expansion de l'économie et du commerce extérieur. Certes l'« envol » des exportations et des importations à partir de 1973 tient pour une large part à l'inflation mondiale. Entre 1970 et 1979 la valeur des exportations chinoises est multipliée par plus de 6 ; compte-tenu des hausses de prix on peut estimer qu'en volume elles ont été multipliées par 2,8 ; les importations ont été multipliées par 7 en valeur et par 3 en volume (3). Le commerce de la Chine aurait donc progressé au rythme de 12-13 % par an, ce qui représente une vive accélération par rapport à la stagnation de la fin des années 60, alors que la croissance économique ne connaît pas un rythme nettement supérieur.

(3) Annexe 4, tableau F.

Evolution des productions industrielles, agricoles, des exportations, et des importations chinoises.



Cependant plusieurs phases se dessinent au cours de cette période : jusqu'en 1973 la croissance industrielle qui a repris vivement depuis 1969, se poursuit à un rythme rapide et s'accompagne de l'expansion des exportations. Ceci permet la mise en œuvre de programmes d'importation de biens d'équipements et de produits intermédiaires dont le besoin est accentué par le niveau de l'activité industrielle. En 1974 la hausse des prix d'importation, le fléchissement de la croissance industrielle et des exportations chinoises, la baisse de la demande mondiale entraînent un déficit commercial qui conduit en 1975 à des restrictions d'importation. En 1976 la production industrielle marque un nouveau palier, en partie attribuable aux perturbations politiques qui ont suivi la mort de Mao Tse Toung et de Chou En Lai [1]. La restriction des importations est sans doute favorisée par la critique « de gauche » de la politique d'ouverture extérieure.

La reprise de la croissance industrielle en 1977 s'accompagne d'une accélération des échanges, et les nouveaux dirigeants annoncent en 1978 un ambitieux programme de développement économique et commercial (plan décennal 1976-1980).

Le caractère cyclique de la croissance économique chinoise se retrouve ainsi au niveau des échanges extérieurs. Les performances économiques conditionnent les possibilités d'expansion des échanges : elles influent sur les capacités d'exportation ainsi que sur les besoins d'importation. Les décisions politiques contribuent à stimuler ou à freiner ces potentialités : ainsi la croissance économique des années 70 n'est guère plus vive que celle de la fin des années 60 mais elle se double de politiques d'ouverture.

Il convient de voir comment a évolué, dans ce cadre général, la composition de l'offre et de la demande chinoise sur les marchés extérieurs.

2 - Une structure d'exportation traditionnelle et relativement stable

La capacité d'exportation de la Chine est très dépendante de celle du secteur agricole ; celui-ci fournit en effet une forte proportion des exportations ; en outre l'agriculture se situe en amont de la filière textile qui alimente aussi largement les ventes chinoises à l'étranger ; la dépendance des exportations chinoises à l'égard du secteur agricole s'est atténuée depuis le milieu des années 70 avec le développement des capacités d'exportation de pétrole.

a) *Le rôle majeur des exportations agricoles*

Jusqu'en 1974 (à l'exception des années de crise de 1961 à 1963) les produits d'origine agricole constituent au moins 40 % des ventes chinoises à l'étranger (tableau 3). Cette part ne chute qu'exceptionnellement de 1961 à 1963, lors de la crise économique qui provoque un effondrement des échanges auquel résistent mieux certaines exportations industrielles. Avec le rétablissement de l'économie et du commerce dans la deuxième moitié des années 60, les produits agricoles retrouvent une place dans les exportations chinoises, qui est proche de celle qui était la leur à la fin des années 50. En 1972, à la veille du changement structurel que provoqueront les exportations de pétrole ils représentent 47 % des exportations chinoises contre 45 % en 1958. Depuis 1974 cette part s'est progressivement réduite pour atteindre 30 % en 1979.

TABLEAU 3 - Part des produits d'origine agricole dans les exportations chinoises

Années	%	Années	%
1955	61	1967	40
1956	52	1968	42
1957	45	1969	46
1958	45	1970	47
1959	43	1971	46
1960	37	1972	47
1961	16	1973	43
1962	28	1974	39
1963	31	1975	43
1964	37	1976	37
1965	37	1977	35
1966	41	1978	36
		1979	31

Sources :

Jusqu'en 1964 : A. Eckstein :

— « *Communist China's economic growth and foreign trade* », Mac Graw Hill book company, New York, 1966.

— *A partir de 1965 :*

— *Joint Economic Committee 1967, 1972, 1975, 1978.*

— *National Foreign Assessment Center.*

La composition de ces exportations de 1955 à 1979 fait plus apparaître des fluctuations cycliques, fonction de la situation économique, que des changements de long terme (tableau 4). Il faut excepter la baisse

TABLEAU 4 - Composition des exportations chinoises de produits agricoles

Pourcentages (Millions de \$ entre parenthèses)	(*) 1955	(*) 1959	(*) 1962	1966	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Produits agricoles	(687) 100	(778) 100	(259) 100	(900) 100	(960) 100	(1 160) 100	(1 470) 100	(2 175) 100	(2 585) 100	(2 855) 100	(2 670) 100	(2 840) 100	(3 265) 100	(4 081) 100
Oléagineux	29	20,4	14,2	10,0	6,6	5,6	4,8	5,1	5,2	4,9	3,2	2,9	3,1	4,9
Céréales	13,0	22,7	15,4	16,7	11,2	8,2	10,5	20,5	27,7	25,2	16,9	14,4	10,8	8,2
Produits animaux comestibles	20,5	14,2	18,1	25,6	21,9	23,7	22,7	21,6	20,5	22,0	24,7	20,7	26,2	23,5
Produits animaux non comestibles	7,3	6,2	9,1	10,0	11,7	9,1	7,8	7,8	7,7	8,1	9,7	11,4	13,2	12,6
Fruits, légumes	8,5	10,8	18,6	13,3	17,3	13,4	12,2	11,3	12,2	12,6	14,4	15,6	17,8	17,6
Thé, épices	5,3	5,3	7,9	...	...	...	...	...	3,9	3,5	5,2	4,8	8,3	7,7
Fibres textiles	13,2	16,4	16,1	11,7	10,2	10,3	13,9	15,2	7,4	8,8	10,7	9,2	12,3	12,5

Source :

Années 1955, 1959, 1962 : A. Eckstein « Communist China's economic growth and Foreign Trade » - Mac Graw Hill book cy. 1966 ; depuis 1970 : Joint Economic Committee 1978, National Foreign Assessment Center.

(*) Le recensement des échanges par produits est incomplet pour ces années : il n'y a pas de données sur la composition des échanges entre la Chine et les petits pays d'Europe de l'Est.

régulière de la part des produits oléagineux qui passe de 29 % des exportations agricoles en 1955, à 10 % en 1965 et à 3 % en 1978 ; les ventes de fibres textiles (soie et laine) ont baissé au cours des années 60 ; elles ont pris depuis une part active dans l'expansion globale des exportations chinoises de 1970 à 1973 et de 1977 à 1979. Les ventes de soie notamment s'accroissent actuellement rapidement à la suite des mesures prises pour encourager la production (celle-ci a augmenté de 19 % en 1979 et 20 % en 1980).

La place des exportations de céréales est très irrégulière et fonction des équilibres internes : la Chine qui exporte du riz et importe du blé, est importatrice nette de céréales. Les exportations ont été particulièrement importantes à la fin des années 50 où la Chine connaît de très bonnes récoltes (les céréales constituent 23 % des exportations agricoles en 1959). La place des céréales se réduit au cours des années 60 et au début des années 70 indiquant les tensions croissantes de l'équilibre alimentaire interne. Leur rôle croissant en 1973-1974 est surtout dû à la hausse des cours mondiaux.

Les exportations de viande et poissons, affectées par la crise du début des années 60 se sont rétablies et stabilisées à environ 1/5 des exportations agricoles. Quant aux fruits et légumes leur place oscille entre 11 et 18 % depuis 20 ans.

L'importance des produits agricoles dans les exportations chinoises reflète assez exactement le rôle de l'agriculture dans l'économie chinoise : actuellement la part de l'agriculture dans le Produit Matériel Net de la Chine est d'environ 39 % (48 % en 1956). Sa part dans le PNB est d'environ 34 % (tableau 5).

TABLEAU 5 - Structure du revenu national (*)

En %	1952	1956	1972	1978	1979
Industrie	18,0	26,4	43,0	46,9	45,7
Agriculture	59,2	48,1	38,8	35,3	38,8
Construction	3,0	5,6	4,1	4,1	3,9
Transport	4,0	4,4	3,9	3,9	3,6
Commerce	15,8	15,5	10,2	9,8	8,0

Source :

Bureau d'Etat des Statistiques :

— 1952-1956 : « Chinese Economic Statistics », B. Nai-Ruen Chen, Adline publishing cy - 1967 ;

— 1972-1979 : FMI.

(*) Produit Matériel Net : cf. définition en Annexe 1.

Comme pourvoyeur de matières premières à l'industrie textile qui est le deuxième secteur exportateur, l'agriculture a par ailleurs une influence indirecte sur les exportations industrielles.

b) L'évolution lente des ventes de produits manufacturés

Depuis le milieu des années 60 les produits manufacturés entrent pour 45 à 50 % dans les exportations chinoises. Ces exportations manufacturières sont pour près de la moitié composées de produits de l'industrie textile, pour le reste de produits chimiques (actuellement 10 %) et de produits métallurgiques (10 %).

Les exportations de produits textiles manufacturés ont connu une phase d'expansion à la fin des années 50, en liaison avec la rapide croissance économique (en 1959 elles contribuent de façon exceptionnellement forte à l'essor des exportations totales) (tableau 6) ; pendant la crise du début des années 60 elles résistent mieux à l'effondrement que les exportations des autres produits. Depuis le milieu des années 60, les produits manufacturés textiles font entre un cinquième et un quart des exportations totales chinoises. Ces produits ont eu un rôle moteur dans l'essor des exportations chinoises de 1971 à 1973 et de 1977 à 1979.

La part respective des produits semi-manufacturés et des produits finis ne s'est pas, au cours des quinze dernières années, fondamentalement modifiée puisque les exportations de fils et tissus se montent au double des exportations de vêtements (toujours 14-16 % des exportations totales contre 6-8 %). On remarque cependant que l'essor des exportations de produits textiles du début des années 70 se fait essentiellement grâce aux produits semi-manufacturés, alors que l'essor des années 1977-1979 repose sur les produits finis. Le passage des exportations chinoises vers l'aval de la filière textile est néanmoins très lent.

La comparaison des performances chinoises avec celle d'autres pays du Sud-Est asiatique montre que la Chine est loin d'avoir suivi le dynamisme d'un pays comme la Corée du Sud (tableau 7) : alors qu'en 1972 les exportations chinoises de produits textiles sont supérieures à celles de la Corée du Sud, en 1978 elles n'en représentent plus que 60 % ; la progression des ventes chinoises soutient la comparaison avec celle de Hong Kong ; mais le dynamisme des exportations chinoises de produits textiles apparaît nettement si on le compare aux performances de l'industrie textile indienne sur les marchés extérieurs.

La composition des exportations de la Corée du Sud et Hong Kong souligne la faiblesse de la position chinoise : leurs exportations sont en effet, à l'inverse de celles de la Chine, très largement dominées par les produits finis.

TABLEAU 6 - Composition des exportations chinoises de produits manufacturés textiles

	1955	1959	1962	1966	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979
Produits manufacturés textiles														
(millions de \$).....	(103,9)	(523,6)	(480,9)	(490)	(495)	(480)	(650)	(1 200)	(1 300)	(1 410)	(1 655)	(1 860)	(2 415)	(3 340)
%	9,1	29,2	39,8	22,2	23,6	19,2	20,6	23,6	19,5	19,6	22,8	23,3	23,9	24,4
Fils, tissus, %	7,5	15,0	21,8	13,8	16,2	13,0	14,6	16,8	14,1	14,8	17,0	16,3	16,7	16,2
Vêtements, %	1,6	14,2	18,0	8,4	7,4	6,2	6,0	6,8	5,4	4,8	5,8	7,0	7,2	8,2

Mêmes sources et mêmes remarques que le tableau 3.

TABLEAU 7 - Exportations de produits manufacturés textiles par quelques pays du Sud-Est asiatique

	Millions de dollars												
	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978						
Chine	650	1 200	1 300	1 410	1 655	1 860	2 415						
— fils, tissus	480	855	940	1 065	1 235	1 300	1 685						
— vêtements	190	345	360	345	420	540	730						
République de Corée	619	1 185	1 641	1 797	2 801	3 144	4 108						
— fils, tissus	177	435	493	649	955	1 082	1 533						
— vêtements	442	750	957	1 148	1 846	2 062	2 575						
Hong Kong	1 463	2 091	2 411	2 626	3 729	3 811	4 419						
— fils, tissus	384	667	722	593	823	825	998						
— vêtements	1 079	1 424	1 689	2 033	2 906	2 986	3 421						
Inde	688	791	988	794	1 077	1 222	...						
— fils, tissus	621	690	824	599	743	882	...						
— vêtements	67	101	164	195	334	340	...						

Sources :

ONU - Annuaire des échanges de produits manufacturés.

La politique économique actuelle de la Chine qui privilégie le développement de l'industrie légère devrait l'aider à conquérir des marchés malgré la concurrence sévère qui prévaut sur les marchés extérieurs de produits textiles. Les mesures d'encouragement à la production de coton prises ces dernières années (4), les importations de matières premières, une allocation favorable des investissements devraient en effet stimuler les performances de la première industrie exportatrice chinoise.

c) Pétrole : des espoirs déçus (tableau 8)

Les exportations de pétrole par la Chine ont débuté en 1973, portant sur 1 à 2 millions de tonnes. Elles ont progressé en 1974 et 1975 très rapidement (respectivement 5,6 et 10,5 millions de tonnes). L'année 1976 a marqué un premier recul des exportations et c'est seulement en 1978 que leur niveau de 1975 est dépassé : les exportations dépassent cette année-là 11 millions de tonnes, et en 1979, elles dépassent 13 millions de tonnes. Mais c'est surtout la hausse des prix mondiaux qui gonfle les revenus d'exportation en 1979 et en 1980 : les ventes de pétrole et de produits pétroliers fournissent en 1978 12 %, en 1979 16 % des recettes totales de l'exportation.

Jusqu'en 1978 l'évolution de la production de pétrole en Chine a conduit les experts occidentaux comme, semble-t-il, les dirigeants chinois, à prévoir un rôle majeur aux ventes de pétrole dans le financement des importations ; la politique d'exportation de pétrole brut en échange de technologies et d'équipement étrangers était un élément central du plan décennal de modernisation de l'économie chinoise (1976-1985) présenté en 1978 [3].

Depuis 1979 la production de pétrole stagne aux environs de 104-106 millions de tonnes, et elle ne sera guère plus élevée en 1981. On ne peut exclure que ce freinage brutal soit en partie statistique et masque des surévaluations antérieures de la production (5) : il existait en effet avant 1978 des séries d'estimations assez différentes de la production de pétrole chinois, le chiffre de production pour 1978 cité officiellement par la Chine rejoignait l'estimation haute (tableau 8).

(4) Qui consistent notamment à garantir un approvisionnement en céréales aux régions qui substituent la production de fibres à celle de céréales.

(5) Un éminent économiste chinois mettait récemment en question l'exactitude des statistiques officielles chinoises, notamment dans le secteur pétrolier, où la règle serait de « gonfler les chiffres quand la production est basse, de les réduire quand elle est haute ». *China's Newsletter*, n° 31, mars-avril 1981, JETRO.

TABLEAU 8 - Production et exportation chinoises de pétrole

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Production (millions de tonnes)											
1)	29	37	43	51	62	74	87	2) 94	104	106	104
3)	20	26	30	36	44	53	...	...	...	(100) *	...
Exportations											
● quantités (millions de tonnes) :											
— pétrole brut	—	—	—	1,9	5,6	10,5	9,6	9,1	11,3	13,4	13,0
● valeur (millions de \$) :											
— pétrole brut				30	425	760	665	785	1 015	1 580	2 780
— produits pétroliers .....				...	...	...	175	230	235	605	...
— pétrole et produits pétroliers				(30)	(425)	(760)	840	1 015	1 250	2 185	...
● part dans les exportations totales : (pétrole + produits pétroliers), %				0,6	6,4	10,6	11,6	12,5	12,4	15,9	...

Sources :

- 1) China : a Business Guide - The Japanese perspective on China's opening economy - Jetro 1979.
- 2) Sources officielles chinoises.
- 3) W. Bartke : Oil in the People's Republic of China - Hurst and Company - London 1977 - * prévision.
- Joint Economic Committee of the United States 1978. National Foreign Assessment Center.

En tout état de cause le niveau actuel de production compromet la réalisation des engagements d'exportation pris par la Chine : elle devait exporter vers le Japon 9,5 millions de tonnes en 1981 et 15 millions de tonnes en 1982 ; mais ses exportations ne dépasseront guère 8 millions de tonnes, comme en 1980 [4]. Les autres clients de la Chine sont les Philippines et la Roumanie (1 million de tonnes chacun en 1979), le Brésil (800 000 tonnes), la Thaïlande (700 000 tonnes), et depuis 1979 les Etats-Unis (600 000 tonnes).

d) L'empreinte du sous-développement

La composition actuelle des exportations chinoises est caractéristique de celle des pays en voie de développement et se rapproche de celle des plus pauvres d'entre eux (tableau 9). Les exportations de la Chine la font apparaître moins défavorisée que l'Inde dans ses ressources énergétiques mais guère plus développée dans ses capacités d'exportation : les produits d'origine agricole interviennent dans les exportations chinoises (jusqu'en 1978) pour une proportion analogue à celle que connaît l'Inde, et supérieure à celle qui caractérise l'ensemble des pays en développement d'Asie. Les produits manufacturés textiles (fils, tissus, vêtements) constituent le second poste : un cinquième environ des exportations de la Chine comme de l'Inde. Cependant la Chine se distingue de cette dernière par sa qualité d'exportateur de pétrole qui lui a assuré en moyenne depuis le milieu des années 70 1/10 de ses revenus d'exportations. Le rôle des exportations de pétrole reste cependant plus faible pour la Chine que pour la zone de l'Asie du Sud-Est qui compte des pays exportateurs (Indonésie) plus importants que la Chine. Enfin la faiblesse des exportations chinoises de machines et équipements est remarquable : leur place dans les ventes chinoises est légèrement moindre que dans celles de l'Inde et nettement plus faible que dans les ventes du reste de l'Asie en développement où se reflète le dynamisme des nouveaux pays industrialisés. Par leur composition, les exportations chinoises correspondent à des capacités de financement relativement limitées d'importation.

3 - Les fluctuations de la structure d'importation (tableau 10)

Les importations chinoises répondent à trois types de besoins dont l'effet se fait sentir avec une intensité variable selon la conjoncture et les politiques économiques :

- l'alimentation d'une population en croissance rapide,
- l'approvisionnement en biens intermédiaires dont la production en Chine fait un goulet d'étranglement,
- le développement des capacités de production.

TABLEAU 9 - Structure comparée des exportations chinoises et d'autres pays de l'Asie du Sud-Est

(Moyenne 1974-1977)

	Total CTCI 0 à 9	Produits d'origine agricole	Combustibles	Minerais et métaux	Produits chimiques	Machines	Autres produits manufacturés	
								dont textiles
Chine								
— millions de \$	7 261	2 738	825	353	353	288	2 669	1 573
— structure	100	37,7	11,4	4,9	4,9	4,0	36,8	22,7
PVD Asia du Sud-Est								
— millions de \$	56 194	16 214	10 307	3 132	1 139	6 055	18 830	9 946
— structure	100	28,9	18,3	5,6	2,0	10,8	33,5	17,7
Inde								
— millions de \$	4 900	1 833	34	723	126	309	1 836	1 020
— structure	100	37,4	0,7	14,8	2,6	6,3	38,0	20,8

Produits d'origine agricole : catégories CTCI 0, 1, 2 (moins 27 et 28), 4

Combustibles : catégories CTCI 3

Minerais et métaux : catégories CTCI 27, 28, 67, 68

Minerais : catégories CTCI 27, 28

Produits chimiques : catégories CTCI 5

Machines : catégories CTCI 7

Autres produits manufacturés : catégories CTCI 6 (moins 67 et 68), 8

Textiles : catégories CTCI 65 et 84.

TABLEAU 10 - Evolution de la composition des importations chinoises

Pourcentages	1955	1959	1962	1966	1970	1973	1975	1976	1977	1978	1979
Millions de \$ entre parenthèses											
Total recensé (millions de \$)	(1 065)	(2 060)	(1 150)	(2 035)	(2 245)	(5 225)	(7 385)	(6 010)	(7 100)	(10 305)	(14 345)
Produits alimentaires (%)	2,1	1,0	40,0	25,0	17,6	20,7	12,2	9,3	15,7	12,9	12,3
Céréales (%)	—	—	...	19,7	12,4	17,0	9,1	5,4	10,5	9,4	10,0
Matières premières et combustibles (%)	14,8	21,7	25,8	16,7	16,5	20,0	14,1	14,9	20,3	17,3	16,1
Fibres textiles (%)	8,0	5,6	9,5	7,4	5,1	8,0	4,8	5,1	7,0	8,4	8,0
dont artificielles (%) .....	...	...	...	...	0,7	1,0	1,3	1,9	2,1	1,7	1,0
Produits chimiques (%)	9,6	7,5	7,0	2,3	14,7	9,0	11,1	10,0	12,5	10,5	9,7
Engrais (%)	3,7	3,4	3,5	7,6	10,6	4,0	5,5	3,8	4,9	4,2	4,3
Machines et équipements (%)	22,8	47,6	10,4	22,4	16,7	17,0	30,0	30,4	17,3	19,3	26,7
Autres produits manufacturés (%) .....	...	10,4	...	22,4	35,2	33,0	32,3	34,0	32,8	39,6	34,4
Fer, acier (%) .....	...	...	...	11,1	18,0	19,0	21,0	24,0	22,1	27,9	23,0
Métaux non ferreux (%)	8,9	...	7,4	3,0	9,7	8,0	6,1	4,3	3,7	4,0	3,4
Autres (%) .....	...	12	...	3,3	0,5	0,3	0,3	0,9	1,4	0,4	0,8

Sources :

— 1955, 1959, 1962 (les données recensées pour ces trois années sont incomplètes) :

● A. Eckstein : *Communist China Economic growth - op. cit.*● A.H. Usack and R.E. Betsavage « *The International trade of People's Republic of China* » - *Joint Economic Committee of the United States*, 1972 ;

— de 1966 à 1979 :

● *Joint Economic Committee* : 1975, 1978 ;● *National Foreign Assessment Center*.

a) Un déficit céréalier d'ampleur variable

La croissance démographique soumet l'équilibre alimentaire de la Chine à une tension très forte. Elle a réduit de moitié la surface cultivable par habitant entre 1950 et 1979. La croissance de la production céréalière est lente et ne laisse place qu'à une amélioration très faible des disponibilités de céréales par tête : 331 kilo/habitant en 1958 (une très bonne année), 320 kilo/habitant 20 ans après (1978 fut aussi une bonne année).

C'est après la crise à la charnière des années 50 et 60 que la Chine est devenue importatrice de céréales ; elle n'a cessé de l'être depuis, bien que l'ampleur des besoins d'importation soit très variable d'une année à l'autre : les importations de céréales (nettes des exportations) sont fonction des récoltes de l'année précédente mais limitées par la situation de la balance des paiements [5]. Ces dernières années elles représentent environ 10 % des importations totales.

Ces importations ont une importance minime dans *l'ensemble* de la production ou de la consommation de la Chine : à leur maximum, au début des années 60 et en 1978-1980, elles représentent 3 %-4 % de la production ; elles ont cependant lors des mauvaises récoltes un rôle non négligeable dans l'approvisionnement des villes. Dans ces cas en effet la consommation rurale n'est pas totalement résiduelle, mais il semble que ce soit les livraisons à l'Etat qui le soient : ainsi les importations de céréales ont représenté pendant la crise de 1961-1962 jusqu'à 30-40 % des approvisionnements des grandes villes et de l'armée [6]. D'une manière générale les importations permettent d'alléger les pressions que font peser les livraisons à l'Etat sur les zones rurales.

Le fait que la Chine combine des importations de blé à des exportations de riz peut s'expliquer par un jeu sur les prix relatifs et aussi par la volonté d'économiser coûts et temps de transport (sur un réseau de communication déjà surchargé) entre régions excédentaires et régions déficitaires. Les céréales sont la principale composante des importations de produits alimentaires — la deuxième composante, beaucoup moins importante, est le sucre (1,5 % des importations en 1979).

b) Matières premières et produits intermédiaires : de fortes dépendances ponctuelles

L'évolution des besoins d'importation en matières premières et produits intermédiaires est un indicateur des progrès et aussi des goulets d'étranglement de la production industrielle chinoise.

— Les importations de fibres textiles.

La limitation des surfaces cultivées et l'effort pour accroître la production de céréales ont freiné la progression de la production de coton. L'accélération de la production industrielle au début des années 70 (1970-1973) et à la fin de la décennie (depuis 1977) s'accompagne d'une forte augmentation des importations de coton qui actuellement représentent 25 % de la production ; les achats de fibres chimiques ont une place encore relativement faible dans les importations de fibres textiles mais sont importantes à la marge puisqu'ils représentent en 1979 plus de la moitié de la production interne ; cette production se développe rapidement grâce aux capacités de production importées. L'ensemble de ces importations a donc une importance cruciale pour le fonctionnement d'un secteur-clef de l'économie chinoise qu'est le secteur textile (tableau 11).

— Les importations d'engrais chimiques : relativement faibles dans les années 50, elles se sont fortement accrues dans les années 60, en liaison avec la politique économique qui met l'accent sur le développement agricole. Les importations d'engrais passent de 3 % des importations chinoises en 1959 à plus de 10 % en 1969-1970. Ces engrais importés constituent alors, en contenu-nutritif, plus du quart de la consommation d'engrais chimiques par l'agriculture. Cette politique se double de l'acquisition à l'étranger d'usines de production d'engrais (milieu des années 60 et début des années 70) dont la mise en service explique le relatif déclin actuel des importations d'engrais qui ne représentent plus qu'environ 15 % de la consommation (tableau 12).

— Les importations de produits métallurgiques.

Cette catégorie de produits a pris une part croissante dans les importations chinoises au cours des années 50 et 60 et constitue dans les années 70 plus du tiers des importations. La part des produits sidérurgiques est en constante progression au détriment de celle des métaux non-ferreux ; cependant une partie de cette progression depuis 1970 est due à des importations de tubes (pour oléoducs) qui relèvent des biens d'investissement et non de produits intermédiaires ; hors tubes, les importations de produits sidérurgiques représentent entre 13 % et 18 % des importations chinoises (6). La Chine doit en effet alimenter en produits

(6) Part des produits sidérurgiques (hors tubes) dans les importations chinoises :

1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978
14,4	15,0	17,7	14,8	12,8	14,4	16,8	17,0	18,1

TABLEAU 11 - Production et importation de matières premières textiles

	1977	1978	1979
Coton (millions de tonnes)			
— importations	0,181	0,510	0,549
— production	2,0	2,2	2,2
Fibres chimiques (milliers de tonnes)			
— importations	172	217	167
— production	190	284	326

Source :
Bureau d'Etat des statistiques.

TABLEAU 12 - Production et importation d'engrais chimiques

	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	
En millions de tonnes de contenu nutritif																		
Production d'engrais chimiques	0,6	0,8	1,3	1,5	2,1	2,6	2,8	3,1	3,6	4,3	4,8	5,5	6,4	6,1	6,9	...	9,1	
Importations d'engrais chimiques	0,22	0,24	0,54	0,36	0,64	0,72	1,15	1,24	1,32	1,49	1,48	1,55	1,52	1,15	1,20	1,01	1,52	

Source :
Joint Economic Committee 1978.

intermédiaires les capacités de production de son industrie lourde. Or, l'industrie sidérurgique chinoise souffre de déséquilibres croissants : un approvisionnement inadéquat en amont (en minerai de fer notamment) et des capacités insuffisantes de traitement et de production d'aciers finis en aval, constituent un double goulet d'étranglement [7]. L'accélération du développement de l'industrie lourde à la fin des années 70 notamment a accentué l'inadaptation de la production sidérurgique chinoise et accru les besoins d'importation ; comme dans le secteur des engrais chimiques l'importation de produits s'est accompagnée, dans le secteur sidérurgique, d'importation d'usines de production (acierie de Wuhan, projet de Baoshan).

c) Des importations d'équipement dépendant des vagues d'investissement

La part des machines et équipements dans les importations chinoises a connu depuis trente ans des variations de forte amplitude qui suivent celles de la croissance et des politiques économiques. Sur le long terme on observe en effet fréquemment une relation entre le rythme de croissance économique, le taux d'investissement et l'importation de biens d'équipement. Ceci rejoint les analyses, selon lesquelles la vivacité de l'expansion économique détermine les besoins d'investissement, et qu'un taux d'investissement élevé appelle à son tour des importations d'équipement et de technologie [6] (tableau 13).

Ainsi l'accélération de la croissance industrielle à la fin des années 50 s'accompagne d'un taux d'accumulation très élevé qui, atteint 44 % en 1959 (7) et d'une part de machines dans les importations totales qui culmine à 40 % en 1959. L'Union soviétique et les autres pays communistes en sont les fournisseurs quasi exclusifs. Selon des estimations [8], les usines et équipements importés ont contribué pour plus du quart à l'investissement interne de 1952 à 1960.

La crise économique de 1960 à 1962 (aggravée par la rupture sino-soviétique) interrompt cette évolution. Les productions industrielles et agricoles s'effondrent et, selon A. Eckstein [6], la baisse des investissements en capital fixe entre 1958 et 1962 explique en totalité la chute des importations de machines et équipements. La reprise de la croissance industrielle dans la suite des années 60 se fait sans effort exceptionnel d'investissement. De 1962 à 1964 le « taux d'investissement » est modéré et la part des équipements dans les importations

(7) Cf. tableau 12 : le taux d'investissement, dans sa définition chinoise, est calculé par rapport au « Revenu national » (Produit Matériel Net).

est faible (10-12 %) ; celle-ci s'élève cependant au milieu de la décennie (22 % en 1966) qui est aussi marqué par un effort particulier d'investissement ; investissements et achats de biens d'équipements déclinent en 1968-1969 (8). Sur l'ensemble de la période 1962-1970 les importations auraient contribué pour seulement 6-8 % à l'investissement interne [8].

TABLEAU 13 - Investissements et importations d'équipement

Part des investissements dans le Revenu national (1)	Importations d'équipements (2)	
	Valeur (millions de \$)	Part dans les importations totales
1952	(156)	
1953	(161)	
1954	(199)	
1955	243	22,8
1956	(304)	
1957	(271)	
1958	(318)	
1959	980	47,6
1960	(504)	
1961	(108)	
1962	120	10,4
1963	...	
1964	200	12,0
1965	330	17,9
1966	455	22,4
1967	380	19,5
1968	275	17,6
1969	240	16,2
1970	485	21,6
1971	534	23,0
1972	634	22,0
1973	1 056	21,0
1974	1 881	25,5
1975	2 703	36,6
1976	2 259	37,5
1977	1 592	22,7
1978	2 986	29,0
1979	3 830	33,2

(1) Produit Matériel Net : Source : *Pékin Information*, 13 octobre 1980.

(2) Les chiffres entre parenthèses concernent les équipements en provenance d'URSS. De 1968 à 1978 la valeur des importations de tubes est comprise dans les importations.

Source : *Joint Economic Committee of the United States, 1966 - 1972 - 1978.*

(8) On a, à partir de 1968 inclut les « tubes dans les achats de biens d'équipements ».

Les années 70 sont le témoin d'une nouvelle vague d'industrialisation. Le taux d'investissement est supérieur à 30 % dans la première moitié de la décennie et semble s'élever en fin de période ; cet effort est soutenu par des importations massives d'usines et d'équipements. Une première vague de commandes d'usines a lieu en 1973-1974 qui s'enregistre dans les importations de 1974 à 1976 ; une deuxième vague de commandes intervient à partir de 1978, à un moment où la politique d'importation s'affirme comme un élément central de la stratégie de développement (plan 1976-1985) ; celle-ci repose en effet sur un gros effort d'investissement.

La politique de réajustement définie dans le courant de 1979 et accentuée au début de 1980 a cependant mis fin à cette stratégie. Elle prévoit au contraire le freinage de la croissance, des investissements et des importations de biens d'équipements (cf. point III).

Les grands contrats d'achat d'usines passés par la Chine depuis 1970 ont été destinés essentiellement à l'expansion des capacités de production des secteurs chimiques (engrais, fibres synthétiques) et sidérurgiques (cf. Annexe 6).

II - Les limites du changement

Reflet de contraintes économiques, le mode d'insertion de la Chine dans le commerce international est aussi déterminé par des choix de stratégie économique.

L'absence de dépendance financière extérieure qui caractérise la Chine depuis le début des années 60 (comme elle caractérisait avant les années 70 les autres pays à commerce d'Etat), le contrôle central de l'ensemble des opérations commerciales et financières avec l'étranger (qui fait partie du modèle économique hérité de l'URSS) posent les conditions fondamentales du développement du commerce extérieur. Ces conditions ne semblent pas, à l'heure actuelle, être remises en cause par la politique d'ouverture suivie ces dernières années.

1 - Un souci d'indépendance financière extérieure

Sur l'ensemble de la période 1950-1980, exportations et importations de la Chine s'équilibrent. Le taux de couverture (exportations en % des importations) est de 99 % ; le déficit cumulé sur trente ans est inférieur à 2 milliards de dollars. Mais dans cette évolution trois

phases se dessinent : deux phases où prédominent les déficits (1950-1955 et 1973-1980), séparées par une longue phase d'excédents (1956-1972). Les déséquilibres actuels sont d'ailleurs relativement moins amples que ceux des années 50 : de 1950 à 1955 le taux de couverture des échanges est en moyenne de 83 % alors que de 1973 à 1980 il est de 96 % (le taux minimal étant en 1979 de 83 %) (tableau 14).

TABLEAU 14 - Solde du commerce extérieur chinois 1950-1979

(Exportations fob - importations caf - millions de dollars)

Années	Millions de dollars	Années	Millions de dollars
1950	30	1965	192
1951	- 340	1966	175
1952	- 140	1967	- 6
1953	- 215	1968	124
1954	- 230	1969	202
1955	- 285	1970	- 150
1956	150	1971	190
1957	175	1972	300
1958	115	1973	- 150
1959	170	1974	- 765
1960	- 70	1975	- 215
1961	35	1976	1 245
1962	373	1977	855
1963	355	1978	- 1 097
1964	291	1979	- 1 912
		1980	- 1 158

Cumulés	Milliards de dollars
1950-1955	- 1,2
1956-1972	2,6
1973-1980	- 3,2

Source :

Tableau A - Annexe 2 :

jusqu'en 1960 : Joint Economic Committee 1972

de 1961 à 1970 : Joint Economic Committee 1975

de 1970 à 1977 : Joint Economic Committee 1978

de 1977 à 1980 : National Foreign Assessment Center, 1978 et 1981.

a) L'endettement des années 50 et ses conséquences

De 1951 à 1955 le déséquilibre des échanges extérieurs de la Chine provient du commerce avec les pays communistes (tableau 15). La Chine

réalise avec ces pays les 2/3 de son commerce et ces années correspondent à la seule période où la Chine ait accepté des déséquilibres massifs et systématiques, pour le prix d'une industrialisation accélérée menée avec l'intense coopération de l'URSS [9]. L'essentiel du déficit provient en effet du commerce avec l'URSS, envers laquelle la Chine contracte une dette d'environ un milliard de dollars correspondant à des crédits commerciaux (2 crédits à long terme à hauteur de 430 millions de \$), à de l'aide militaire (lors de la guerre de Corée), ainsi qu'à la liquidation des séquelles de la 2^e guerre mondiale (transferts à la Chine des parts soviétiques de sociétés mixtes et des installations de Port Arthur). L'aide soviétique se tarit à partir de 1957. Dès 1956 l'équilibre des échanges sino-soviétique s'est inversé : la Chine accumule des excédents qui correspondent au remboursement de sa dette.

TABLEAU 15 - Chine. Balances commerciales par zone 1950-1960

(Exportations fob - importations caf - millions de \$)

	1950	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960
Solde total	30	- 340	- 140	- 215	- 230	- 285	150	175	115	170	- 70
Pays communistes	70	- 50	- 105	- 215	- 205	- 350	35	205	180	250	50
— URSS	55	- 140	- 135	- 215	- 170	- 410	30	205	245	145	35
— Europe Orientale	10	75	10	- 40	- 110	- 35	- 65	- 40	- 120	25	- 25
— Autres	5	15	20	40	75	95	70	40	55	80	40
Pays non communistes	- 40	- 290	- 35	0	- 25	65	115	- 30	- 65	- 80	- 120

Source :

Joint Economic Committee 1972.

La rupture avec l'URSS en 1961 incite la Chine à se libérer de sa dette de façon accélérée et les remboursements se font de plus en plus lourds, compte-tenu de la crise que connaît l'économie chinoise au début des années 60. En 1962, le service de la dette représente 30 % des exportations chinoises vers la zone communiste. Parallèlement la Chine a dû financer par des crédits à court terme des importations de céréales en provenance de l'Ouest.

La situation financière extérieure de la Chine vis-à-vis de l'ensemble du monde est au début des années 60 extrêmement critique (tableau 16). Le commerce extérieur s'est effondré en raison de la crise économique et

TABLEAU 16 - Estimation de la balance des paiements de la Chine de 1950 à 1964

(Millions de \$)

	Cumulé 1950-1957	Cumulé 1958-1959	1960	1961	1962	1963	1964
Exportations fob	8 995	4 120	1 945	1 525	1 525	1 560	1 755
Importations fob	9 615	3 780	1 980	1 430	1 110	1 140	1 365
Balance commerciale	- 620	340	- 35	95	415	420	390
Services et transferts courants - nets ..	440	- 75	- 15	- 5	25	25	- 10
Balance courante	- 180	265	- 50	90	440	445	380
Crédits accordés (nets)	- 470	- 160	- 75	- 100	- 125	- 125	- 110
Crédits reçus	1 000	- 280	- 165	315	- 290	- 205	- 135
tirages	1 405	—	—	490	205	285	295
remboursement	- 405	- 280	- 165	- 175	- 495	- 490	- 430
Autres	- 100	- 60	- 50	- 25	- 30	- 40	- 30
Erreurs et omissions	- 250	235	340	- 280	5	- 75	- 105

Source :

Joint Economic Committee, 1967.

le remboursement des crédits tant soviétiques qu'occidentaux accapare 30 % des revenus d'exportation en 1962-1963, encore le quart de ces revenus en 1964. Les réserves de change de la Chine s'effondrent de un milliard de \$ en 1957 à 300 millions en 1963 [9]. La situation des paiements extérieurs s'améliore dans la deuxième moitié des années 60. Mais cette phase difficile a peut-être durablement incité les dirigeants chinois à éviter toute dépendance financière importante à l'égard de l'étranger.

b) L'équilibre global des années 60

Après l'extinction de cette dette, en 1964, l'URSS et l'Europe Centre Orientale n'ont plus qu'une part minime dans le commerce extérieur de la Chine (15 % en 1965, moins de 10 % en 1970, contre 50 % en 1960) et ces échanges sont approximativement équilibrés. Les règlements de la Chine avec l'ensemble des pays communistes sont excédentaires, notamment du fait de l'aide qu'elle accorde aux pays d'Asie (Corée du Nord et Vietnam du Nord). Pendant cette période, la situation des échanges de la Chine avec le reste du monde se caractérise par des déficits assez massifs avec les pays développés qui sont à plus de 90 % compensés par les excédents sur le Tiers Monde et surtout avec Hong Kong (tableau 17).

TABLEAU 17 - Chine, balances commerciales par zones, 1961-1972

	(Millions de dollars)											Cumulé 1961-1972	
	1961	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971		1972
Solde total	35	373	355	291	192	175	- 6	124	202	- 150	190	300	2 081
— Pays communistes	250	425	380	320	135	80	140	160	197	100	85	205	2 487
— Pays non communistes	- 215	- 52	- 35	- 29	57	95	- 146	- 36	7	- 250	105	95	- 404
— Pays développés	- 379	- 263	- 317	- 269	- 343	- 425	- 710	- 630	- 557	- 880	- 620	- 585	- 5 978
— PVD	50	73	114	- 11	50	125	255	270	225	155	165	- 10	1 461
— Hong Kong *	114	138	168	251	350	395	309	324	339	365	440	530	3 723
Transit par Hong Kong **	49	59	80	98	62	98	85	86	115	110	120	170	400

Sources :

- *tableau A. Annexe 2,*
- *de 1961 à 1970 : Joint Economic Committee 1975,*
- *de 1970 à 1972 : Joint Economic Committee 1978.*

* Sans le commerce de transit.

** Jusqu'en 1969 le commerce de transit par Hong Kong est réaffecté aux partenaires d'origine ou de destination.

Dès les années 50 Hong Kong est une source majeure de devises pour la Chine : d'une part l'approvisionnement de la ville représente entre un quart et un tiers des ventes chinoises aux pays non communistes ; d'autre part les mesures d'embargo prises pendant la guerre froide par les pays occidentaux à l'égard du commerce avec les pays communistes amplifient le rôle de Hong Kong comme lieu de transit des échanges de la Chine avec le reste du monde : le transit par Hong Kong représente au début des années 50 entre 10 et 15 % des échanges directs de la Chine avec les pays non communistes.

Au cours des années 60 le rôle de Hong Kong dans le commerce extérieur de la Chine fléchit légèrement : dans les exportations chinoises au monde non communiste la part des ventes destinées ou transitant par Hong Kong est en général inférieure à un tiers.

En 1964-1966 la Chine procède à des importations d'usines en provenance de pays occidentaux, qui sont partiellement financées par des crédits à moyen terme. Mais la dette en devises ne dépasse pas 300 à 400 millions de \$. La révolution culturelle interrompt tout recours à des financements extérieurs.

c) Le recours épisodique aux crédits extérieurs dans les années 70

Vers la fin des années 60 les déficits de la Chine avec l'Ouest tendent à s'accroître mais c'est à partir de 1973 que les déséquilibres globaux des échanges se font plus fréquents : d'une situation d'excédent qu'elle a connue de 1961 à 1972, la Chine passe à une situation de déficit de 1973 à 1980 : la progression des excédents sur les pays du Tiers Monde et sur Hong Kong n'a pu compenser l'amplification du déficit avec les pays occidentaux développés (tableau 18).

L'importance des recettes « invisibles » contribue à réduire l'impact des déficits commerciaux avec les pays non communistes : les envois de fonds des chinois non résidents augmentent régulièrement depuis 1970, passant de 130 millions de \$ à près de 700 millions en 1980 ; les recettes du tourisme progressent elles-mêmes rapidement : de moins de 100 millions de \$ en 1970, elles représentaient en 1980 plus de 400 millions de \$.

Par ailleurs, la baisse très nette des « aides et dons » joue favorablement sur l'équilibre de la balance des paiements courants. Sur l'ensemble de la période 1973-1980 les revenus nets des services et transferts courants totaliseraient 4,7 milliards de \$ soit plus que le déficit commercial cumulé avec les pays non communistes.

TABLEAU 18 - Chine. Balances commerciales par zone 1973-1980

(Millions de dollars)

	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980	1973-1980
Solde total	- 150	- 765	- 215	1 245	855	- 1 097	- 1 912	- 1 158	- 3 197
Pays communistes	290	420	370	135	225	- 108	- 336	- 154	842
Pays non communistes	- 440	- 1 185	- 585	1 110	630	- 989	- 1 574	- 1 004	- 4 037
Pays développés	- 1 700	- 2 890	- 2 860	- 1 415	- 1 600	- 4 154	- 5 486	- 6 360	- 26 465
PVD	180	545	910	925	480	979	1 274	2 210	7 503
Hong Kong	815	890	970	1 132	1 253	1 450	} 2 638	} 3 146	14 924
Transit par Hong Kong	265	270	395	468	496	736			

Source :

1973-1976 : Joint Economic Committee 1978.

1977 : National Foreign Assessment Center. Décembre 1979.

1978-1980 : National Foreign Assessment Center. Février et mai 1981. Les balances commerciales par zones, données Fob-Fob, ont été recalculées Fob-Caf.

Cependant entre 1974 et 1976 la Chine connaît des difficultés de paiements. Bien que les dirigeants chinois se flattent, avant 1978, de n'avoir pas recours à des emprunts extérieurs, dès 1972 ils ont développé l'utilisation de paiements « progressifs » ou « différés » pour financer un important programme d'importation d'usines et équipements (9). Entre 1972 et 1974 la Chine a ainsi financé 2 milliards d'importation (un tiers en paiements progressifs, deux tiers en paiements différés). Selon certaines estimations cette « dette » impliquait des remboursements de l'ordre de 350 millions de dollars par an jusqu'en 1980 [10].

Comme parallèlement la Chine avait eu recours à des crédits à court terme (1 milliard de dollars) pour financer des achats de céréales en 1973 et 1974, le service de la dette a pris en 1975 et 1976 une ampleur exceptionnelle : la ponction des remboursements sur les revenus en devises est passé de 7 % en 1974, à 18 % en 1975 et 20 % en 1976 (tableau 19).

Cependant ces difficultés, essentiellement dues à des engagements à court terme, étaient éliminées dès 1977 grâce à une forte réduction des importations et le taux du service de la dette ramené à 10 %.

(9) Le système des paiements progressifs prévoit un versement de 20 % à la signature du contrat, de 70 % à la livraison et du solde un an après la mise en service de l'usine ; il ne comporte pas d'intérêt — il constitue d'ailleurs une pratique commerciale normale. Le système de paiements différés est plus proche d'un crédit à moyen terme et comporte un intérêt : 10 % de la valeur du contrat sont versés à la signature ; 10 % à la livraison ; le reste est réglé en 5 ans. La Chine considère que ces modalités n'impliquent pas de dettes extérieures mais résultent d'aménagements directs entre acheteurs et fournisseurs.

TABLEAU 19 - Estimation de la balance des paiements de la Chine avec les pays non communistes de 1972 à 1976

Millions de dollars	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Marchandises						
— exportations	2 410	4 075	5 230	5 800	6 015	6 580
— importations	2 315	4 515	6 415	6 385	4 900	5 950
— solde	95	- 440	- 1 185	- 585	1 110	630
Services et transferts						
courants nets	86	150	286	267	393	532
dont :						
— tourisme	145	180	200	180	211	283
— envois de fonds des Chinois d'outre-mer	180	200	220	240	270	350
— dons et aide	- 211	- 158	- 96	- 111	- 33	- 41
Balance courante	181	- 290	- 899	- 318	1 503	1 162
Crédits à moyen et long terme						
— tirages	49	1 106	770	24	159	20
— remboursements	—	—	- 8	- 240	- 243	- 431
Crédits à court terme						
— tirages	345	840	180	680	300	770
— remboursements	- 121	- 145	- 601	- 832	- 978	- 295

Source :

D'après « China : a Business Guide », JETRO, op. cit. (les recettes du tourisme paraissent surestimées).

Peut être encouragés par le redressement rapide de la balance commerciale, par l'expansion des exportations de pétrole, les dirigeants chinois lancent en 1978 une politique d'importation de grande envergure et décident d'accepter les différentes formes de financement extérieur : en août 1978 la Chine accepte un prêt de l'eximbank japonaise ; un an et demi après (fin 1979) les lignes de crédit à soutien officiel ouvertes à la Chine par les pays occidentaux totalisent environ 20 milliards de \$. En 1979 la Chine se porte emprunteur sur le marché international des capitaux et contracte environ 3,6 milliards d'emprunts, à des conditions favorables.

Parallèlement des mesures étaient prises pour développer toutes les formes de ressources en devises : encouragement des envois de fonds des chinois d'outre-mer, développement des activités des banques de Hong Kong contrôlées par la Chine, autorisation d'investissements étrangers dans des sociétés mixtes.

Paradoxalement la Chine n'a cependant utilisé qu'une petite fraction des crédits disponibles. On estime que sa dette à long terme atteignait, à la fin 1980, environ 5,5 milliards de \$, soit l'équivalent de trois mois d'exportation : les emprunts bancaires en euro-devises représentent moins de 2 milliards de \$; les crédits à l'exportation (à soutien public) ont à peine été entamés. Les crédits dans le cadre de contrats de compensation ou au titre de paiements différés représentent l'essentiel de la dette extérieure chinoise.

La Chine a continué en 1979 et en 1980 à recourir à d'importants crédits à court terme, dont le remboursement a pesé sur la situation de la balance des paiements de l'année dernière, d'autant plus que la Chine a, semble-t-il, procédé à des remboursements anticipés, en raison du niveau élevé des taux d'intérêt. La dette à long terme, contractée depuis 1979, ne donne pas encore lieu à des charges de remboursement significatives (tableau 20).

Ainsi, la balance des paiements de la Chine ne fait apparaître, à la fin des années 70 aucune tension particulière. Le service de la dette oscille autour de 10 % des revenus courants. La réduction du déficit commercial en 1980 témoigne de la volonté des dirigeants de n'user que modérément des possibilités de financement extérieur. Cette volonté de maîtriser les déficits rend compte aussi de la prudence des réformes dans l'organisation du commerce extérieur.

TABLEAU 20 - Eléments de la balance des paiements de la Chine 1978-1980

(Milliards de \$)

	1978	1979	1980 *
Exportations **	9,8	14,0	17,9
Importations **	11,4	17,3	21,0
Solde	- 1,6	- 3,3	- 3,1
Services et transferts courants nets	1,2	1,8	1,9
Balance courante	- 0,4	- 1,5	- 1,2
Crédits à long terme (nets)	- 0,8	1,9	2,1
Emprunts à court terme	0,2	1,2	0,9
Remboursement des crédits à court terme	—	- 0,6	- 2,2

* Estimations.

** Chiffres des exportations et des importations dans l'optique de la balance des paiements.

Source :

FMI.

2 - Une organisation qui reste centralisée

La Chine a hérité du modèle soviétique une organisation centralisée des échanges et des opérations financières avec l'extérieur. En effet l'organisation de l'économie chinoise fait une large place à la planification des ressources et l'organisation des relations économiques extérieures est partie intégrante de ce système ; il a pour conséquence d'isoler les conditions internes d'activité économique de l'environnement international.

Ce système n'exclut pas un recours important aux échanges avec l'extérieur mais confère à l'administration économique centrale le contrôle des échanges de marchandises comme des opérations financières. Malgré certains aménagements récents, il garde ses principaux traits caractéristiques.

a) Les aléas de la décentralisation du commerce extérieur

Le commerce extérieur est en Chine un monopole d'Etat ; il est placé sous la responsabilité première du ministère du Commerce extérieur. Celui-ci élabore conjointement avec la Commission du plan d'Etat, — et en consultation avec les responsables provinciaux et locaux — les plans de commerce extérieur ; il délivre les licences d'importation et d'exportation. 16 corporations de commerce extérieur, à spécialisation sectorielle, lui sont rattachées et conduisent les opérations commerciales. Elles ont des branches correspondantes au niveau provincial et local. Les réformes introduites depuis 1978 ont modifié la répartition des compétences entre organes d'administration centrale, et accru le rôle des autorités provinciales et locales dans la conduite du commerce extérieur.

Ainsi le ministère du Commerce extérieur a perdu récemment le « monopole du commerce extérieur » puisque douze ministères de branches ont reçu, en 1980, l'autorisation de constituer leurs propres corporations de commerce extérieur. Les ministères des Constructions mécaniques, celui de l'Industrie chimique, des Communications, de la Métallurgie, etc. (10) ont ainsi créé leur propre organisme de commerce extérieur, qui détient le droit non exclusif de négociier et conclure des contrats. Ces corporations ministérielles sont contrôlées par la Commission de contrôle des exportations et des importations, organe récemment créé (juillet 1979) sous l'autorité du Conseil d'Etat. Ces nouvelles créations institutionnelles paraissent avoir pris le pas sur les anciennes et l'objectif à terme serait de transférer la responsabilité des opérations de commerce

(10) Voir la liste des nouvelles corporations dans : *The China Business Review*, mai-juin 1980.

extérieur aux entreprises ou à des corporations d'entreprises (ou associations de commerce) qui réuniraient les entreprises commercialisant le même produit. Les corporations du ministère du Commerce extérieur conserveraient leur rôle dans la commercialisation des « produits clefs ». Le ministère du Commerce extérieur aurait pour principales fonctions l'élaboration de la politique commerciale, le contrôle de son application, l'établissement de réglementations [11] [12].

Actuellement la répartition des compétences entre anciens et nouveaux organismes manque de précision et fait sans doute l'objet de luttes d'influence. Ceci complique singulièrement la conduite des négociations commerciales pour les partenaires étrangers.

Des réformes de décentralisation en matière de commerce extérieur ont été introduites à titre expérimental dans plusieurs régions (11). Elles se sont traduites par la création d'organismes provinciaux de commerce extérieur qui ont pris la tutelle des organismes correspondants du ministère du Commerce extérieur [13].

Le commerce de la région est ainsi placé sous la responsabilité d'un Bureau régional d'exportation et d'importation qui est chargé d'élaborer les plans de commerce extérieur, en liaison avec les organes régionaux de planification ; il procède à la répartition des montants en devises alloués par le gouvernement central ; il peut approuver — sans en référer à la commission nationale — les investissements étrangers inférieurs à trois millions de dollars. Une corporation régionale de commerce extérieur coiffe les bureaux provinciaux des corporations du ministère du Commerce extérieur.

Parallèlement aux réformes financières qui ont accru les pouvoirs des entreprises et des provinces au plan interne, des systèmes de partage des recettes d'exportation entre producteurs, autorités provinciales et organes centraux ont été mis en place. Ainsi les entreprises engagées dans des opérations en compensation versent 85 % de leurs recettes nettes au gouvernement central, 7,5 % aux autorités locales ou provinciales et conservent les 7,5 % restant. Dans les régions choisies à titre expérimental les autorités provinciales et locales sont autorisées à conserver les revenus d'exportation dépassant un montant préalablement fixé ; les entreprises peuvent, de même, conserver une partie de leurs recettes en devises dans une proportion qui dépend, semble-t-il, des catégories de produits [13].

Actuellement, la portée de l'ensemble de ces réformes en matière de commerce extérieur reste à bien des égards limitée. D'une part, l'octroi à

(11) Provinces de Fujian, de Tianjin, de Guangdong, Beijing et Shanghai.

de grandes entreprises ou à des associations de firmes du droit de transactions avec l'étranger relève de mesures de déconcentration administrative qui ne modifient pas fondamentalement l'organisation des échanges.

D'autre part ces réformes sont exclusivement destinées à promouvoir l'exportation. L'importation par les entreprises reste soumise à une autorisation administrative (ainsi une entreprise n'ayant pas l'autorisation d'importer mais détenant des devises peut-elle les céder à une autre entreprise se trouvant dans la situation inverse). Certes il semble que la maîtrise des autorités centrales sur la politique d'importation ait été menacée par le comportement d'entreprises exportatrices qui utilisaient leurs revenus en devises, déposés à Hong Kong, pour financer des importations sans autorisation. Aussi afin de renforcer le contrôle central sur l'utilisation des devises, la nouvelle réglementation prise en décembre 1980 oblige toute organisation chinoise à remettre à la Banque de Chine ses fonds en dépôt à l'étranger.

D'une manière plus générale les mesures expérimentales de décentralisation du commerce extérieur, qui devaient être généralisées en 1981 à l'ensemble des provinces (municipalités et régions autonomes) subissent actuellement, comme les autres réformes de caractère interne, un coup d'arrêt : l'accentuation des mesures de « réajustement » au début de 1981 va en effet de pair avec un renforcement des contrôles centraux et le report — provisoire — des réformes [14].

b) Les mesures destinées à favoriser l'entrée de devises

L'inconvertibilité de la monnaie nationale et le monopole d'Etat des devises étrangères sont des principes communs aux pays à commerce d'Etat. Leur application est traditionnellement plus souple en Chine. Les résidents chinois peuvent détenir des comptes dans certaines devises étrangères et les chinois d'outre-mer peuvent avoir des comptes (rémunérés) en Renminbi (yuans) (12) alimentés par leurs envois de fonds en devises. Le règlement d'échanges libellés en monnaie chinoise tend à se développer, surtout pour les exportations chinoises : les partenaires étrangers sont autorisés à acheter la devise chinoise, dans les limites fixées par l'opération commerciale et à détenir des comptes en yuans, convertibles en devises étrangères.

(12) Depuis 1969 la monnaie chinoise est désignée officiellement sous le terme de Renminbi (« monnaie du peuple ») ; le yuan en est l'unité de base.

Une certaine forme de convertibilité existe donc qui confère au taux de change une signification plus que strictement comptable. Le taux de change est fixé quotidiennement par l'Administration d'Etat du contrôle des changes, créée en avril 1979 qui partage ses attributions avec la Banque populaire de Chine (Banque centrale). L'évolution du taux de change est déterminée depuis 1974 sur la base d'un panier de monnaies, dont la composition reflète la structure par devises des règlements internationaux de la Chine ; il est actuellement de 1 \$ pour 1,5 yuans (contre 2,5 en 1971 et 1,9 en 1976).

Comme dans tous les pays à commerce d'Etat, le taux de change n'a pas pour fonction de relier les prix internes aux prix mondiaux : les produits importés par les corporations sont revendus sur le marché chinois aux prix des produits nationaux ; les produits destinés à l'exportation sont achetés aux producteurs aux prix internes et revendus au prix mondial sur le marché extérieur. Les pertes ou profits nets qui découlent de ces opérations sont transférés soit au ministère des Finances — dans le cas des corporations traditionnelles — soit aux ministères sectoriels dont les nouvelles corporations dépendent.

Les prix agricoles sont en Chine relativement bas par rapport aux prix des produits industriels ; au taux de change officiel (1 \$ = 1,5 yuans) ces derniers apparaissent même supérieurs aux prix mondiaux. L'exportation de produits industriels se fait ainsi « à perte ». Pour que les récentes mesures destinées à stimuler les exportations atteignent leur but, un taux de conversion différent du taux officiel et à usage strictement interne a été introduit à la fin de 1980, il est de 2,8 yuans pour un dollar [15].

Au début de 1981 la Banque de Chine a ouvert à Canton un marché restreint des devises qui met en contact les entreprises d'Etat qui désirent céder les ressources en devises dont elles disposent (au titre des nouvelles réglementations) et les entreprises d'Etat qui ont des licences d'importation mais n'ont pas de devises et veulent en acquérir. L'offre et la demande sur ce marché — dont on ignore l'ampleur — ont établi le cours du dollar entre 2,8 et 3,2 yuans [16].

Les dirigeants chinois ont, depuis 1979, pris des mesures pour libéraliser l'entrée de capitaux étrangers. Dans le cadre des mesures de décentralisation, une province (Fujian) a pu contracter directement trois prêts (d'un montant total de 38 millions de \$) avec des banques américaines (13).

(13) First National Bank of Chicago, First National City Bank of Houston.

De façon spectaculaire la loi de juillet 1979 a autorisé les investissements étrangers en Chine et la constitution de sociétés à capital mixte. Ces investissements sont soumis à l'autorisation de la « Foreign Investment Commission » (FIC) ; la CITIC (China International Trust and Investment Commission, directement rattachée au Conseil d'Etat) est chargée de favoriser le développement de ces sociétés mixtes, en liaison avec les sociétés d'investissement régionales qui se multiplient. La brèche qu'ouvre cette mesure dans le cloisonnement entre économie interne et environnement extérieur apparaît encore étroite : en effet, avant la révolution culturelle, il existait déjà dans certaines provinces ayant de forts liens avec les communautés chinoises d'outre-mer des sociétés d'investissement qui utilisaient les fonds de ceux-ci déposés en banque. En outre, à ce jour, une vingtaine de projets mixtes ont été approuvés, représentant seulement 210 millions de dollars d'investissements (14) (170 millions de \$ de capital étranger) ; les partenaires sont principalement des chinois non résidents. L'afflux de capital étranger devrait se développer essentiellement dans les trois zones franches où les investissements étrangers jouissent de conditions privilégiées (15) (l'impôt sur les bénéfices de ces sociétés y est de 15 % au lieu de 30 % dans le reste de la Chine, des entreprises entièrement étrangères peuvent s'y créer).

Deux faits principaux freinent l'attraction des capitaux étrangers : d'une part l'imprécision des pratiques comptables (méthodes d'évaluation des stocks, amortissements) qui ne sont clarifiées que lors de la signature du contrat ; d'autre part « des conditions moins favorables que celles offertes par d'autres pays d'Asie » [17].

Les réformes adoptées par les dirigeants chinois depuis deux ans dans le domaine des opérations commerciales et financières avec l'étranger ont été spectaculaires. Elles n'altèrent cependant pas les fondements de l'organisation du commerce extérieur. Certaines d'entre elles ne font que rejoindre des mesures prises dans d'autres pays à commerce d'Etat (déconcentration du commerce, investissements étrangers) ; d'autres restent d'application très circonscrite (zones franches, marché des changes). La portée des réformes en matière de commerce extérieur dépendra de celle des réformes économiques internes. Or la tendance actuelle est de subordonner la poursuite des réformes à l'assainissement de la situation économique (cf. III. 2).

(14) 13 entreprises industrielles, 3 hôtels, 3 sociétés de services, 1 unité d'élevage de porcs — 300 autres opérations sont en négociation, représentant 500 millions de \$ d'apports étrangers. (Cf. *Economic Reporter*, avril 1981).

(15) Zones de Shenzhen et Zhuhai dans la province de Guangdong, zone de Xiamen dans le Fujian.

III - L'impact prévisible de la politique de réajustement

Le bilan de l'évolution des échanges extérieurs de la Chine depuis trente ans et l'analyse des développements récents de sa politique économique et commerciale permettent de préciser les perspectives d'expansion du commerce extérieur chinois. Tout indique que la croissance du commerce extérieur de la Chine continuera de dépendre en premier lieu de la progression de ses capacités d'exportation et donc de la croissance des secteurs traditionnels, et que la politique d'importation restera subordonnée au respect des équilibres internes et externes de l'économie chinoise.

1 - Une croissance moins vive des exportations

La liaison, observable sur le passé, entre la progression des productions internes et l'expansion des exportations a servi à projeter la croissance des exportations chinoises de produits agricoles et de produits manufacturés (cf. Annexe 7). Compte tenu de la faible ouverture de l'économie chinoise le maintien d'élasticités relativement élevées de l'exportation à la production ne conduit qu'à un accroissement modéré de la part des ressources internes dirigée vers les marchés extérieurs. Les prévisions des exportations de pétrole ont été dérivées des tendances actuelles de la production chinoise.

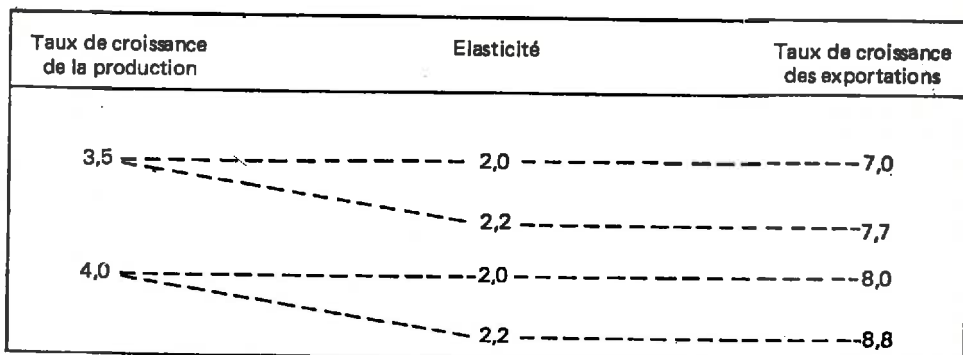
a) Les exportations agricoles : un effort continu

Sur le long terme (1955-1980) l'évolution des exportations agricoles apparaît étroitement corrélée à la croissance agricole et très élastique par rapport à cette dernière (l'élasticité est de 2,1 sur l'ensemble de la période et s'élève à 2,2 au cours des dix dernières années) (16). Sans doute est-il possible que cette élasticité fléchisse au cours des prochaines années du fait de la politique d'amélioration de la consommation, qui accentuera la concurrence dans l'affectation des disponibilités entre l'approvisionnement intérieur et les marchés extérieurs. Par ailleurs le rythme de la croissance agricole devrait se situer entre 3,5 et 4 % par an. Cette fourchette correspond à une croissance moins rapide que celle prévue par le plan décennal 1976-1985, présenté en 1978 et maintenant abandonné (4 à 5 % par an), mais se situe dans la tendance de la croissance agricole de 1971 à 1980 (3,7 % par an).

Le tableau suivant montre qu'en fonction des différentes hypothèses relatives au taux de croissance et à l'élasticité, les exportations chinoises

(16) Cf. Annexes 5 et 7.

de produits agricoles devraient progresser de 7 à 9 % par an (en prix et dollars de 1979) d'ici 1985.



La priorité actuellement accordée au secteur agricole, le rôle essentiel de ces produits dans l'équilibre commercial de la Chine et le fait que ces marchés d'exportation sont sans doute moins protégés que ceux d'autres produits, devraient jouer en faveur du dynamisme des exportations de produits d'origine agricole au cours des prochaines années. Si ces exportations progressent de 8 % par an, le rôle de certains produits devrait s'accroître particulièrement rapidement (produits animaux, fruits, légumes, thés, épices).

b) Les exportations manufacturières : une nécessaire conquête de marchés

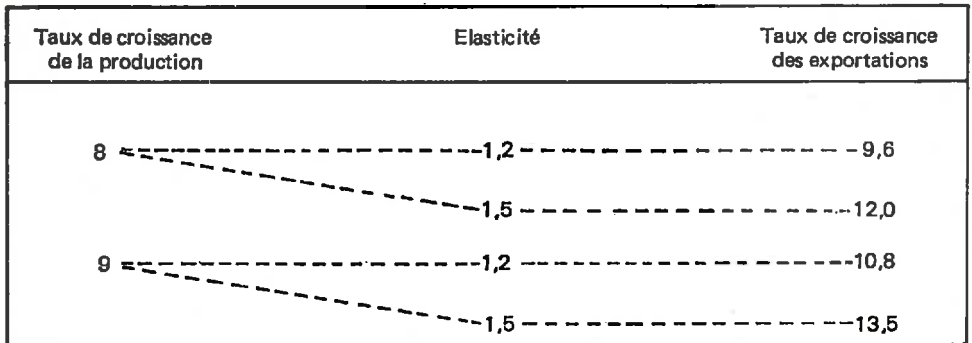
De 1965 (17) à 1979, la relation entre l'évolution de la production industrielle et celle des exportations de produits manufacturés indique que l'élasticité des exportations par rapport à la production est nettement moins forte que dans le cas des produits agricoles (elle se situe aux environs de l'unité). Elle est cependant plus élevée au cours des dix dernières années, et reflète une politique commerciale plus active (élasticité : 1,5) (18).

La politique de réajustement implique pour les prochaines années un ralentissement de la croissance industrielle. La production devrait connaître une expansion moins vive qu'au cours des quatre dernières années (+ 11 % par an). Une croissance industrielle comprise entre 8 % et

(17) Avant 1965 les séries d'exportation de produits manufacturés sont très incertaines.

(18) Cf. Annexes 5 et 7.

9 % par an conduit, selon les élasticités retenues à envisager une progression des exportations de produits manufacturés de 10 à 13 % par an (en prix et dollars de 1979).



Deux facteurs interviendront, de façon contradictoire dans l'évolution des disponibilités à l'exportation au cours des années à venir : d'un côté la nécessité de mieux satisfaire les besoins de la population devrait conduire à affecter une plus grande portion de la production au marché intérieur ; d'un autre côté la priorité dont jouit depuis le lancement de la politique de réajustement, l'industrie légère, naturellement plus orientée vers l'exportation, devrait avoir un effet favorable sur les exportations de produits manufacturés. Et les récentes performances de l'industrie légère semble bien augurer de la nouvelle stratégie chinoise (tableau 21) :

TABLEAU 21

Taux de croissance annuel	1978	1979	1980
Production industrielle	13,4	8,5	8,7
— industrie lourde	15,2	7,7	1,4
— industrie légère	10,4	9,6	18,4

Sources :
Communiqués sur l'exécution du plan.

Une progression de 12 % par an des exportations de produits manufacturés marquerait une décélération par rapport aux performances chinoises des dix dernières années (près de 15 % par an, en volume) ; ce

rythme suppose cependant, si on le compare aux perspectives à long terme tracées pour les exportations de produits manufacturés des autres pays du Tiers Monde, la poursuite par la Chine d'une politique commerciale très active. Parmi les différentes estimations fondées sur l'appréciation de l'évolution de la demande des pays développés, la plus « optimiste » conclut en effet à un taux de croissance de 12,5 % par an des exportations de produits manufacturés par l'ensemble des pays en voie de développement d'ici 1990. En outre cette progression recouvre des évolutions contrastées selon les produits, et les exportations de produits textiles qui ont un rôle essentiel dans le cas de la Chine se caractérisent par une progression particulièrement faible (6 à 7 % par an) (tableau 22).

TABLEAU 22 - Perspectives des exportations de produits manufacturés par les pays en développement d'ici 1990

	Taux de croissance annuels moyens de 1978 à 1990
Tous produits manufacturés	12,5
Produits sidérurgiques	15,0
Produits chimiques	14,0
Autres produits semi-manufacturés	11,0
Produits mécaniques	17,0
Produits textiles	6,0
Vêtements	7,0
Autres biens de consommation	11,0

Source :

Bela Balassa « Prospects for trade in Manufactured Goods between Industrial and developing Countries, 1978-1990 ». *Journal of Policy Modeling* - 2 (3), 437-455 (1980).

c) Pétrole : des perspectives à long terme seulement

Les perspectives d'exportation de pétrole par la Chine ont fait entre le milieu et la fin des années 70 l'objet d'une révision radicale. La coïncidence de la crise mondiale du pétrole et des premières exportations pétrolières de la Chine explique peut-être que l'on ait fortement surestimé au milieu des années 70 la contribution potentielle de la Chine à l'équation énergétique mondiale. Les prévisions de production pour 1980 établies alors varient entre 150 millions de tonnes et 300 millions de tonnes [18]. Les estimations américaines, fondées sur l'extrapolation de l'évolution de la production depuis 1970, avoisinent 200 millions de tonnes ; certains

milieux d'affaire au Japon ou à Hong Kong avancement le chiffre de 400 millions de tonnes (19).

Or depuis 1979 la production de pétrole stagne aux alentours de 106 millions de tonnes et les autorités chinoises admettent qu'elle ne progressera guère avant la fin de la décennie. En effet la production des gisements anciens (tous situés sur le continent) a atteint un plateau (celui de Daqing par exemple); les gisements nouveaux ne fournissent pas encore une production importante bien que la politique pétrolière chinoise ait mis ces dernières années l'accent sur la prospection et l'exploration de gisements nouveaux. L'objectif annoncé en 1977 par le président du Parti, Hua Guofeng, de mise en exploitation de dix grands gisements nouveaux n'a, semble-t-il, pas été abandonné; la Chine annonçait récemment l'exploitation de six nouveaux gisements [19].

Un des axes majeur du développement de la production repose actuellement sur l'exploration des réserves offshore avec la participation des compagnies occidentales. L'effet sur la production ne pourra cependant s'en faire sentir avant la deuxième moitié des années 80.

Les contrats de prospection avec les compagnies occidentales sont en effet récents, ils ont été conclus à partir de mai 1979. Huit zones de prospection ont été concédées à seize compagnies (anglaises, françaises, italiennes, japonaises, américaines), six zones sont situées en mer de Chine méridionale, deux en mer Jaune, couvrant une superficie de 400 000 km². La phase de prospection s'achève actuellement et des premiers contrats d'exploration ont été conclus en mai 1980 avec des compagnies françaises et japonaises (20). La participation des firmes américaines à de tels contrats semble suspendue à la définition préalable par les autorités chinoises d'une politique de taxation des compagnies étrangères ainsi qu'à l'offre de conditions meilleures que celles obtenues par les firmes françaises et japonaises [20].

La troisième phase, celle de production, ne peut intervenir avant deux ou trois ans. Selon des études américaines la production offshore pourrait être de trois millions de tonnes en 1985; elle pourrait atteindre 30 millions de tonnes en 1990; cette évolution impliquerait des investissements de l'ordre de 24 milliards de dollars entre 1980 et 1990 par les sociétés pétrolières occidentales [21]. Aux obstacles techniques, financiers qui peuvent se présenter, s'ajoutent ceux qui résultent de conflits

(19) Cité par M. Rodière [17].

(20) La compagnie française Elf Aquitaine a conclu un contrat d'exploration et de développement sur une zone de 9 000 km² au Nord du Golfe de Bohai; la compagnie TOTAL sur une zone de 10 000 km² dans le Golfe du Tonkin. La compagnie japonaise (JNOC) a un contrat d'exploration et de développement sur une zone de 25 500 km² dans le Golfe de Bohai.

territoriaux, notamment entre le Vietnam et la Chine dans le golfe du Tonkin, où la découverte de ressources pétrolières contribue à accentuer les tensions.

Les perspectives d'exportation de pétrole, ainsi limitées par les incertitudes qui pèsent sur le développement de la production, le sont en outre par l'accroissement des besoins internes.

La croissance économique en Chine est très consommatrice d'énergie. De 1950 à 1979, en moyenne, pour un point de croissance des productions industrielle et agricole, la consommation d'énergie a cru de 1,21 point [19]. D'ores et déjà l'économie chinoise souffre d'une pénurie d'énergie et une partie importante des capacités de production industrielle (30 % selon certaines informations) [19] est sous utilisée faute d'approvisionnement énergétique adéquat.

Certes le pétrole ne concourt encore qu'à environ 23 % de la consommation énergétique, le charbon en assurant 70 %. Mais la production de charbon connaît aussi de sérieuses difficultés : elle a progressé de 12 % en 1978, de 3 % en 1979 et décliné de 6 % en 1980.

On comprend que les économies d'énergie soient actuellement la seule voie ouverte à la Chine pour maintenir ses exportations en dépit de productions déclinantes, d'autant que les consommations unitaires d'énergie dans les principaux secteurs industriels sont très élevées ; la marge d'économie possible est cependant réduite du fait des caractéristiques technologiques vieillies des équipements (21).

On estime cependant de sources chinoises que les économies d'énergie pourraient représenter 40 à 50 millions de tonnes de charbon, 3-4 millions de tonnes de pétrole, 20 à 30 milliards de Kwh. En outre la priorité à l'industrie légère, moins consommatrice d'énergie que l'industrie lourde devrait favoriser le ralentissement de la consommation industrielle d'énergie.

A moyen terme les perspectives d'exportation d'énergie restent modestes. Le volume des exportations de pétrole risque de stagner ou de ne croître que faiblement d'ici 1985 ; la hausse du prix en 1980 (+ 85 %) a cependant accru la part du pétrole dans les revenus d'exportation de la Chine, et l'on a retenu dans les prévisions le maintien des prix relatifs de 1980.

Le développement des exportations de charbon (envisagé par exemple comme substitut au pétrole pour la réalisation de l'accord commercial sino-japonais) ne peut avoir qu'un rôle relativement marginal

(21) En Chine la fabrication d'acier exige 70 % de plus d'énergie que dans les pays industriels, la fabrication d'ammoniac synthétique deux à trois fois plus.

compte tenu du prix du charbon ; celui-ci représente actuellement environ 1 % des ventes chinoises.

La synthèse de ces projections (en retenant les hypothèses moyennes) conduit à estimer que les exportations chinoises progresseront d'environ 10. % par an d'ici 1985, soit un peu moins vite qu'au cours de la précédente décennie (+ 12 % par an, en volume de 1970 à 1979) ; ce rythme implique un très net ralentissement par rapport à l'évolution des deux-trois dernières années (en volume les exportations ont augmenté de 24 % en 1978, de 20 % en 1979).

Les ventes de produits agricoles (+ 8 % par an en volume) devraient avoir dans les exportations totales une place sensiblement réduite (de 32 % en 1979 à 28 % en 1985), au profit des ventes de produits manufacturés : avec une croissance de 12 % par an en volume, leur part passerait de 47 % en 1979 à 52 % en 1985. Le maintien du rôle des exportations de combustibles (17 % des ventes totales) tiendrait à l'évolution du prix du pétrole, acquise dès 1980.

2 - L'adaptation de la politique d'importation aux objectifs internes

La politique de réajustement décidée en 1979 et qui doit se prolonger au moins jusqu'en 1983, et plutôt, jusqu'en 1985, a une incidence directe sur la politique chinoise d'importation. Les objectifs économiques internes déterminent en effet la nature des besoins d'importation et l'ampleur des financements extérieurs envisagés.

a) Le freinage de la croissance

Le plan décennal 1976-1985, présenté en 1978, se caractérisait par des objectifs de croissance rapide : la production industrielle devait progresser de plus de 10 % par an, la production agricole de plus de 4 % ; il supposait un vigoureux effort d'investissement puisque l'Etat devait financer en dix ans autant d'investissement qu'au cours des 25 années précédentes ; il n'était en fait réalisable que grâce à un recours massif aux importations et aux crédits extérieurs.

En juin 1979 le plan était officiellement abandonné et les dirigeants chinois annonçaient une période de réajustement de trois ans, en préalable à la poursuite d'une croissance rapide. Diverses raisons ont pu jouer dans ce changement de cap de l'économie chinoise entre 1978 et 1979 : l'hésitation des dirigeants à poursuivre une phase de croissance

rapide alors même que des incertitudes planent sur la situation économique réelle du pays, comme le montre au même moment la révision des perspectives de production et d'exportation de pétrole ; une réappréciation de l'effort de défense (à la suite de la guerre sino-vietnamienne) exigeant une réallocation des ressources d'investissements au secteur militaire ; en tout état de cause le souci d'éviter les excès d'un nouveau « grand bond en avant » et de promouvoir un développement plus équilibré est au centre de la nouvelle politique.

La politique de « réajustement, restructuration, consolidation et amélioration » de l'économie nationale comporte plusieurs axes d'orientation. Elle vise à mettre fin aux distorsions structurelles que créent le surinvestissement (en 1978 la part du PNB affectée à l'investissement a atteint 32 %) et l'allocation prioritaire de ces investissements à l'industrie lourde au détriment de l'agriculture et de l'industrie légère : dans le budget de l'Etat de 1979, 94 % des investissements industriels sont consacrés à l'industrie lourde ; elle vise aussi à atténuer les goulets d'étranglement que sont les secteurs de l'énergie et des transports. Ces mesures qui relèvent du « réajustement » de l'économie s'accompagnent de réformes qui décentralisent les pouvoirs de décisions économiques (c'est la « restructuration ») ; enfin la « consolidation et l'amélioration » de l'économie passent par l'élimination des entreprises non rentables, la concentration des productions dans les unités efficaces, et l'encouragement des entreprises efficaces.

A la fin de 1980 les dirigeants chinois ont annoncé un renforcement des mesures de stabilisation, devant le développement de tensions inflationnistes [22]. La poursuite des réformes est reportée, et subordonnée au rétablissement des équilibres internes ; et la période de réajustement est prolongée de « plusieurs années ». Une révision du budget de l'Etat pour 1981 a imposé une réduction drastique des investissements en capital fixe inscrits (- 23 % par rapport à 1980, où ils avaient déjà été fortement réduits). Les dirigeants réaffirment les nouvelles priorités sectorielles (industrie légère, agriculture, énergie, transport) qui devraient se traduire par une modification de la répartition des investissements. Déjà en 1980 la part des investissements destinée à l'industrie légère a augmenté de près de 3 points (passant de 6,4 % à 9,1 % de 1979 en 1980). Le plan pour 1981 prévoit une croissance de l'industrie légère deux fois plus rapide que celle de l'industrie lourde (7,8 % contre 3,8 %).

b) Le changement des priorités d'importation

Le plan 1976-1985 avait donné lieu à un vaste programme d'importation ; son abandon, l'adoption puis le durcissement de la politique de réajustement entre 1979 et 1981, ont eu des répercussions immédiates sur

la politique chinoise d'importation. En 1979, 22 contrats d'achat d'usines d'une valeur totale de 2,6 milliards de \$ étaient ajournés (21 furent rétablis la même année, ce qui témoigne des difficultés de mise en œuvre du réajustement) ; début 1981, les annulations de contrats et les suspensions de négociations concernent treize projets d'une valeur de 2,7 milliards de \$ (23).

Cette révision de la politique d'importation paraît dictée non par des contraintes d'équilibre extérieur (celui-ci n'est pas actuellement compromis) mais par le souci de la rendre compatible avec les objectifs économiques internes [14] en matière de réduction et d'allocation des investissements. En effet les contrats d'achat d'usines « clef en main » qui ont été ajournés correspondent à de vastes projets d'investissement dans l'industrie lourde (sidérurgie, chimie, pétrochimie) ; par leur ampleur autant que par les dépenses internes que nécessite leur mise en œuvre, ils sont de nature à drainer les ressources budgétaires dans un sens opposé aux orientations actuelles (24).

Tant que prévaudra la politique de réajustement, l'évolution des importations chinoises devrait se caractériser par les traits suivants :

— diminution de la part des machines et équipement dans les importations ; ceci n'exclut pas que la part des équipements destinés aux secteurs prioritaires s'accroisse relativement ;

— développement des importations de biens de consommation d'origine agricole et industrielle ;

— développement des importations de matières premières et produits intermédiaires (coton, produits chimiques, minéral).

De telles orientations n'impliquent qu'un recours *modéré* au 20 milliards de \$ lignes de crédits ouverts par les gouvernements occidentaux à la Chine (ce type de crédit, à soutien officiel, vise en effet à promouvoir les exportations d'équipement du pays créditeur). Il est probable que la Chine développera davantage d'autres sources de financement :

— crédits bancaires en euro-devises à court et moyen terme qui constituent un instrument de financement souple ;

— prêts du FMI : depuis le 17 avril 1980 la Chine est membre du FMI, avec un quota qui s'élève actuellement à 1,8 milliard de DTS. Elle a déjà obtenu des facilités financières correspondant à sa première tranche de réserve (218 millions de DTS soit environ 278 millions de dollars) en

(23) Cf. Annexe 6, tableaux I et J.

(24) Ainsi, le coût total du complexe sidérurgique de Baoshan (dont la réalisation était prévue de 1979 à 1984) initialement chiffré à 22 milliards de yuans, s'élèverait en réalité à 30-40 milliards. A titre de comparaison le budget d'investissement de l'Etat était de 39 milliards de yuans en 1980, et doit être de 30 milliards en 1981.

novembre 1980, à sa première tranche de crédit (450 millions de DTS soit environ 550 millions de dollars) en mars 1981, et un prêt de fond fiduciaire (300 millions de DTS soit 380 millions de dollars). L'ensemble de ces opérations représentent plus d'un milliard de dollars ;

— crédits d'aide : la Chine s'oriente vers l'utilisation de financements à conditions privilégiées, de crédits d'aide au développement. Il peut s'agir d'aide accordée par des partenaires occidentaux : le Japon a ainsi accordé différents types de prêts à des conditions très favorables : prêts de 1,5 milliard de \$ du Fond de coopération économique (3 % d'intérêt, sur 30 ans) et prêts de l'Export Import Bank pour le développement des ressources énergétiques (environ 2 milliards de \$ à 6,25 %). La Belgique a aussi accordé un prêt sans intérêt, équivalent à 10 millions de \$. Par ailleurs, la Chine, membre de la Banque Mondiale, va au cours des prochaines années bénéficier d'importants crédits d'aide : Le programme d'aide à la Chine prévoit que ces crédits s'élèveront de 600 millions de \$ en 1982 à 3,6 milliards de \$ en 1986, totalisant plus de 9 milliards de \$, les deux tiers étant constitués par des prêts à très faible taux d'intérêt de l'International Development Association (25). Ce type de financement à très long terme, destiné à des programmes de développement de l'infrastructure, de l'énergie, des matières premières, ainsi qu'à des projets dans le domaine de l'éducation, est particulièrement bien adapté aux priorités actuelles de l'économie chinoise.

Il paraît raisonnable d'estimer que le rythme de progression des importations chinoises sera, au cours des années proche de celui de ses exportations. Compte-tenu des revenus « invisibles » (tourisme, transferts des chinois d'outre-mer) une progression des importations chinoises de 11 % par an (en volume) d'ici 1985 (soit un point de croissance de plus que les exportations) représenterait la poursuite d'une politique prudente en matière d'équilibre extérieur, comme le montre le tableau suivant :

Milliards de dollars 1979	1979	1985
Exportation	13,7	24,7
Importation	15,6	29,2
Solde commercial	- 1,9	- 4,5
Balance courante (*)	- 0,8	- 2,0
Taux de couverture	0,87	0,85

(*) On a estimé que les revenus du tourisme et des transferts continueraient à progresser au même rythme que les recettes d'exportation.

(25) Le montant effectivement utilisé par la Chine au cours de cette période devrait se situer autour de 2 milliards de \$.

Conclusion

Dans la politique économique des dirigeants chinois, le secteur extérieur conserve un rôle subordonné à la réalisation des objectifs internes. La politique économique est actuellement marquée par la volonté de réduire les tensions inflationnistes de plus en plus manifestes : dans une économie où la plupart des prix sont administrés et les produits essentiels rationnés, l'inadéquation de l'offre à la demande se traduit autant par le gonflement de l'épargne des ménages (+ 42 % en 1980) que par la hausse des prix (qui a atteint cependant 8 % l'année dernière). La stratégie adoptée depuis 1979 et qui consiste à privilégier l'expansion des secteurs qui approvisionnent les consommateurs ne devrait pas, bien au contraire, nuire au développement des capacités d'exportation de la Chine : ces produits sont aussi ceux qui dominent l'offre chinoise sur les marchés extérieurs.

Le changement des priorités de la croissance, le freinage des investissements et la révision de la politique d'importation qui en découle peuvent en outre se justifier par une meilleure appréciation des capacités d'absorption de capital étranger par la Chine. Dans des pays à planification centrale pourtant déjà industrialisés, la greffe d'équipements occidentaux a souvent donné des résultats décevants. Les difficultés d'acclimatation ne peuvent qu'être aggravées par les pénuries dont souffre l'économie chinoise. De plus, dans la mesure où après les bouleversements qu'a connus la Chine dans les années 70, le système politique et économique n'a peut-être pas actuellement trouvé son point d'équilibre, la transplantation rapide et massive de capacités de production d'origine étrangère risquait de se réaliser hors d'une stratégie économique cohérente.

On peut se demander si la modération des objectifs économiques et commerciaux actuels marque une simple « pause » préalable à une nouvelle « relance » ou si elle ne pourrait pas constituer une stratégie plus durable.

ANNEXE 1

Estimations du PNB de la Chine

1) Estimation du PNB en yuans

L'estimation du PNB en yuans peut désormais se fonder sur les données relatives au « revenu national » récemment fournies par les sources officielles chinoises. Comme dans les autres pays socialistes, le concept de « Revenu National » correspond à celui de « Produit Matériel Net », et diffère de celui de PNB en ce qu'il ne comprend pas la valeur des services qui ne sont pas directement liés à la production de biens matériels et qu'il exclut les amortissements.

Le Revenu National de la Chine était, de 301,4 milliards de yuans en 1978, de 335,0 milliards en 1979, 363 milliards en 1980 (1).

Les sources officielles chinoises estiment que les services « non matériels » représentent l'équivalent de 7 % environ du Revenu National, les amortissements environ 6 %.

Sur ces bases le PNB de la Chine serait en 1978 de 341 milliards de \$, en 1979 de 378 milliards de yuans, en 1980 de 410 milliards de yuans.

2 - Estimation du PNB en dollars

L'évaluation du PNB chinois en dollars aux fins de comparaisons internationales donne, selon les méthodes adoptées, des résultats très contrastés.

— La méthode des sinologues américains (A.-G. Ashbrook) (2) est fondée sur une estimation du PNB chinois en dollars pour 1955 (estimation réalisée à l'aide de prix qui résultent d'une moyenne des prix chinois et des prix américains). L'évolution du PNB chinois depuis 1955 s'obtient en appliquant à l'estimation initiale les taux de croissance économique (dérivés des indices de production physique) et un déflateur des prix aux Etats-Unis. Cette méthode établit le PNB chinois à 372 milliards de \$ en 1977, 425 milliards en 1978, soit respectivement environ 400 \$ et 450 \$ par habitant.

(1) Communiqués sur l'exécution du plan d'Etat, Bureau National des Statistiques.

(2) A.G. Ashbrook « China: Economic policy and Economic Results — 1949-1971 » — Joint Economic Committee, 1972.

— L'autre méthode consiste à convertir en dollars le montant estimé du PNB en yuans. Sur la base du taux de change officiel (3), on obtient un PNB chinois de 176 milliards de \$ en 1977, 205 milliards de \$ en 1978, 246 milliards de \$ en 1979, 274 milliards de \$ en 1980 ; soit par habitant, respectivement 176 \$, 215 \$, 253 \$, 280 \$.

Aucune des deux méthodes n'apparaît satisfaisante : la base de l'estimation américaine remonte à une année très éloignée (1955). Par ailleurs le système de prix chinois conduit à une sous évaluation, du fait notamment du bas niveau des prix agricoles, et rend artificielle l'utilisation du taux de change officiel. Notons que l'utilisation du taux de conversion appliqué à partir de 1981 dans la gestion des organismes de commerce extérieur chinois (1 \$: 2,8 yuans) et destiné à « rentabiliser » l'exportation de produits industriels conduirait à une estimation du PNB chinois en \$ encore plus faible.

(3) 1977 : 1 \$ = 1,93 yuans ;
1978 : 1 \$ = 1,661 yuans ;
1979 : 1 \$ = 1,541 yuans ;
1980 : 1 \$ = 1,496 yuans.

ANNEXE 2

Sources statistiques sur le commerce extérieur de la Chine

1) De 1959 à 1978 la Chine n'a pas publié de série statistique sur ses échanges extérieurs : l'analyse du commerce extérieur chinois ne peut se fonder que sur des reconstitutions à partir des déclarations des pays partenaires. Deux grandes séries reconstituées du commerce extérieur chinois existent :

— celle effectuée par les organisations internationales (ONU - CNUCED),

— celles effectuées par la CIA (National Foreign Assessment Center).

La première de ces séries telle qu'elle apparaît dans les annuaires publiés par les organismes internationaux, inclut la Chine dans un ensemble « Economies planifiées d'Asie » qui comprend aussi la Mongolie, le Vietnam du Nord, la Corée du Nord (1). La deuxième au contraire isole la Chine en tant que telle. L'écart qui en résulte est loin d'être négligeable, surtout à l'importation et au niveau du solde commercial : la zone « Asie socialiste » cumule de 1970 à 1977 un déficit de 12 milliards de \$, la Chine dégage un excédent de 2 milliards de \$:

			1950-1977
Données CNUCED			
Economies planifiées d'Asie (1)	Chine Corée du Nord Vietnam du Nord Mongolie	exportations fob importations caf solde	77 190 89 050 - 11 860
Données américaines			
	Chine	exportations fob importations caf solde	73 544 71 145 + 2 399

(1) Sans le commerce entre ces pays.

Sources :

- CNUCED, *Annuaire statistique du commerce international et du développement* 1979.
- Tableau A.

(1) Mais exclut les échanges entre pays de cette zone.

Les chiffres relatifs au commerce extérieur de la Mongolie, du Vietnam et de la Corée du Nord témoignent de la comptabilité des deux reconstitutions :

1977	Exportations	Importations
Economies planifiées d'Asie (CNUCED)	8 640	8 861
1) Chine (NFAC)	7 955	6 563
2) Mongolie	232	747
3) Corée du Nord	550	800
4) Vietnam du Nord	406	936
5) Commerce mutuel (1)	420	210
1 + 2 + 3 + 4 - 5	8 723	9 373

(1) Essentiellement commerce de la Chine avec les trois autres pays.

2) Les séries établies par le National Foreign Assessment Center (NFAC) sont fondées sur les déclarations des partenaires commerciaux de la Chine avec les ajustements suivants :

— prise en compte des frais de transport et d'assurance (5 % dans les échanges avec les pays d'Asie et du Pacifique ; 10 % dans les échanges avec l'Amérique du Nord ; 15 % dans les échanges avec l'Europe) ; les exportations chinoises sont présentées « fob » ; les importations « caf ». Depuis 1970 des séries d'importation « fob » sont disponibles.

— Des ajustements temporels : destinés à tenir compte des dissymétries temporelles, ces ajustements ont été abandonnés, en raison de leur importance marginale, à la fin des années 60.

— Des corrections diverses qui visent :

- à estimer les données manquantes notamment sur les échanges avec la Chine de certains pays du Tiers Monde,
- à inclure des transactions non répertoriées (comme certaines livraisons de céréales des Etats-Unis transitant par des ports canadiens).

— En ce qui concerne l'orientation géographique des échanges il faut noter que dans les séries américaines les exportations et les importations de la Chine qui transitent par Hong Kong font l'objet d'une répartition entre les pays de destination ou d'origine (et sont donc déduits du commerce Chine-Hong Kong) jusqu'en 1970. Après 1970 le commerce de la Chine avec Hong Kong inclut le commerce de transit ; on peut cependant isoler ce dernier.

Les chiffres de commerce extérieur publiés depuis 1978 par les autorités chinoises corroborent les résultats des travaux américains :

	1978	1979	1980
Exportations			
1 - NFAC	10 075	13 674	19 780
2 - Sources chinoises (+)	10 090	13 757	18 181
1/2	1,00	0,99	1,09
Importations			
1 - NFAC	11 172	15 586	20 940
2 - Sources chinoises (+)	11 282	15 768	19 451
1/2	0,99	0,99	1,08

Sources :

Tableau A - Annexe 2 ; Communiqués sur l'exécution du plan.

(+) taux de change pour 1 \$: 1,661 yuans en 1978, 1,541 en 1979, 1,496 en 1980.

L'écart sensiblement plus grand que celui des années passées observable en 1980 peut être dû au développement de transactions mal recensées par les organismes centraux (opérations en compensation) et à la décentralisation dans la conduite du commerce extérieur.

TABLEAU A - Exportations et importations totales de la Chine

Années	Exportations fob	Importations caf	Années	Exportations fob	Importations caf
1950	620	590	1965	2 035	1 845
1951	780	1 120	1966	2 210	2 035
1952	875	1 015	1967	1 944	1 980
1953	1 040	1 255	1968	1 960	1 825
1954	1 060	1 290	1969	2 030	1 830
1955	1 375	1 660	1970	2 095	2 245
1956	1 635	1 485	1971	2 500	2 310
1957	1 615	1 440	1972	3 150	2 850
1958	1 940	1 825	1973	5 075	5 225
1959	2 230	2 060	1974	6 660	7 420
1960	1 960	2 030	1975	7 180	7 395
1961	1 525	1 490	1976	7 250	6 005
1962	1 520	1 150	1977	7 955	7 100
1963	1 575	1 200	1978	10 075	11 172
1964	1 750	1 470	1979	13 674	15 586
			1980	19 782	20 940

Sources :

- 1950-1960 : *Joint Economic Committee 1972*
- 1961-1969 : *Joint Economic Committee 1975*
- 1970-1976 : *Joint Economic Committee 1978*
- 1977 : *National Foreign Assessment Center, décembre 1978*
- 1978-1980 : *National Foreign Assessment Center, février 1981, mars 1981, mai 1981.*

ANNEXE 3

Estimations de la croissance économique chinoise

TABLEAU B - Estimations américaines de la croissance industrielle chinoise

(De 1949 à 1971)

Années	1957 = 100	
	a)	b) *
1949	24,8	20,0
1950	31,4	27,4
1951	41,7	37,5
1952	51,3	48,0
1953	64,2	60,6
1954	73,3	70,4
1955	73,8	72,5
1956	91,4	88,4
1957	100	100
1958	131,5	144,8
1959	166,1	177,0
1960	161-163	184,2
1961	108,2	108,0
1962	110,4	114,2
1963	121,9	136,9
1964	137,4	162,7
1965	154,4	199,4
1966	172,8	230,7
1967	141,1	201,9
1968	153,6	222,1
1969	182,4	264,6
1970	214,5	313,3
1971	240,2	341,2

(*) La série b (la plus récente) a été retenue.

Les raisons de l'écart entre les deux séries sont exposées par R.M. Field « civilian industrial production in the PRC 1949-1974 ». Joint Economic Committee 1975.

Sources :

a) A.G. Ashbrook - *China economic policy and economic result 1949-1971* in « *People's Republic of China : an Economic Assessment* » - Joint Economic Committee 1972 p. 46 et 47.

b) A.G. Ashbrook - *China : shift of economic gears in mid 1970's* in « *Chinese Economy post Mao* » - Joint Economic Committee 1978 p. 231.

TABLEAU C - Séries de la production agricole chinoise 1949-1971

Années	1957 = 100	
	a)	b) *
1949	54	53,5
1950	64	64,3
1951	71	72,1
1952	83	83,8
1953	83	84,2
1954	84	84,2
1955	94	94,2
1956	97	96,8
1957	100	100,0
1958	108	107,6
1959	86	83,1
1960	83	74,0
1961	78	78,1
1962	90	89,5
1963	90	95,8
1964	96	102,3
1965	101	104,2
1966	106	112,6
1967	115	117,9
1968	106	110,3
1969	109	112,6
1970	116	126,9
1971	115	130,0

Mêmes sources que le tableau B.

* La série b (la plus récente) a été retenue pour le graphique.

TABLEAU D - Croissance des productions industrielle et agricole chinoises 1970-1979

Années	Production industrielle	Production agricole
1970	100	100
1971	110,4	102,5
1972	121,6	99,7
1973	137,9	111,7
1974	143,9	114,9
1975	158,7	116,6
1976	158,7	116,9
1977	180,0	117,7
1978	205,0	128,2
1979	223	139,2
1980	242	143,0

Sources :

- Jusqu'en 1977 sources américaines (mêmes sources que les tableaux B et C ; lignes b).
- Depuis 1978, sources chinoises (les chiffres sont relatifs aux productions brutes « offertes » qui incluent les consommations intermédiaires).

TABLEAU E - Tendances de la croissance économique chinoise

Taux de croissance moyens annuels	Estimations américaines		Sources chinoises	
	Production agricole	Production industrielle	Production agricole brute	Production industrielle brute
1949-1952	16,0	34,0	14,1	34,8
1953-1957	3,6	16,0	4,5	18,0
1958-1962	- 2,3	2,2	- 4,3	3,8
1963-1965	5,4	21,5	11,1	17,9
1966-1970	4,1	9,7	3,9	11,7
1971-1975	3,1	9,7	4,0	9,1

Sources :

- séries américaines : source des tableaux B et C ligne b) et M. Field « Political conflict and industrial growth in China », op. cit. ;
- séries chinoises : Bureau National des Statistiques et FMI.

ANNEXE 4

TABEAU F - Croissance du commerce extérieur chinois de 1970 à 1980 (1970 = 100)

	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977	1978	1979	1980
Exportations											
— valeur	100	116	146	234	308	332	335	374	467	635	891
— volume	100	115	134	158	148	163	181	183	229	278	...
— prix	100	101	109	148	208	204	185	204	204	228	...
Importations											
— valeur	100	103	127	233	331	329	268	316	498	692	913
— volume	100	106	130	194	184	180	156	165	253	306	...
— prix	100	97	98	120	180	183	172	191	197	226	...

Sources :

Série en valeur : Annexe 2 - tableau A.

Série en volume : — Joint Economic Committee 1975 et 1978.

— National Foreign Assessment Center : China : International Trade, second quarter 1980 - research paper, février 1981.

ANNEXE 5

Croissance des exportations de produits agricoles et de produits manufacturés

TABLEAU G - Indice de croissance des exportations de produits agricoles

	Valeur (1955 = 100)	Volume (1970 = 100)
1955	100	
1956	107,3	
1957	88,4	
1958	107,3	
1959	113,2	
1960	87,8	
1961	36,7	
1962	37,8	
1963	55,9	
1964	83,2	
1965	110,6	
1966	131,0	
1967	112,8	
1968	117,9	
1969	136,8	
1970	142,6	100
1971	168,9	117
1972	214,0	134
1973	316,6	137
1974	376,3	132
1975	415,6	156
1976	388,6	156
1977	413,4	165
1978	475,3	201
1979	594,0	234

TABLEAU H - Indice de croissance des exportations de produits manufacturés

	Valeur (1965 = 100)	Volume (1970 = 100)
1965	100	
1966	102,0	
1967	94,4	
1968	94,4	
1969	91,9	
1970	101,5	100
1971	122	116
1972	153	138
1973	269	182
1974	340	171
1975	326	176
1976	379	221
1977	420	245
1978	580	306
1979	783	377

Mêmes sources et mêmes remarques que pour le tableau G.

A partir de 1970 on a utilisé la série des exportations en volume pour le calcul de l'élasticité ; de 1955 à 1970, la série en valeur.

— Joint Economic Committee 1978.

— National Foreign Assessment Center, février 1981.

ANNEXE 6

Contrats d'achat d'usines par la Chine

TABLEAU I - Contrats d'achats d'usines et d'équipements complets par la Chine

(Millions de dollars)

Secteurs	1973	1974	1975	1976	1977	1978 *-1979 *
Chimie et pétrochimie	626	124	126	153	39	2 461
Engrais	374	160				
Sidérurgie		549				1 028
Métallurgie non-ferreuse						121
Energie électrique	169	40				192
Equipements miniers et pétroliers	111	7				1 044
Constructions mécaniques			211			
Matériaux de construction			15			
Electronique						347
Divers	20	103	11	32	161	46
Total	1 300	983	364	185	200	5 339

* Comprend les contrats signés en 1978, suspendus début 1979, puis rétablis dans l'année.

Sources :

Joint Economic Committee 1975, 1978.

« Sales to China and negotiations for Sales ». National Council for US-China Trade, avril 1979.

Jetro : China : a Business Guide, 1979.

TABLEAU J - Contrats d'achat d'usines ajournés début 1981

Projet de Baoshan

Contrats dont l'annulation est prévue

Firmes japonaises	5 contrats	Valeur
(Nippon Steel, Kobe Steel, Mitsui Shipbuilding, Mitsui heavy industries).	dont une usine d'oxygénation, un haut fourneau, une usine de laminage à chaud, des facilités portuaires.	56 milliards de yens + 293 milliards de dollars
Firmes allemandes		
Schloemann - Siemag, Manesmann - Siemag.	une usine de laminage à froid, une usine de tubes.	1,3 milliard de mark 440 millions de mark

Contrats susceptibles d'être affectés

Firmes japonaises	13 contrats	87 milliards de yens +
Nippon Steel, Mitsubishi heavy industries.	dont une aciérie, des facilités portuaires, usines de production d'électricité, etc.	652 millions de dollars

Complexe pétrochimique de Nanjing

Contrats dont l'annulation est annoncée

Firmes japonaises	7 contrats	
Tokyo Engineering Mitsui Petrochemical, Shinetsu chemical, Chiyida chemical.	(7 usines)	106 milliards de yens.

Usine chimique de Dongfeng (Beijing)

Mitsubishi heavy industries.	une usine acrylique.	6,5 milliards de yens.
------------------------------	----------------------	------------------------

Complexe pétrochimique de Yanshan

Mitsui Petrochemical Mitsui Shipbuilding.	2 usines.	6,8 milliards de yens.
---	-----------	------------------------

Source :

China Newsletter, n° 30, février 1981, JETRO.

ANNEXE 7

Elasticité des exportations à la production

On a calculé l'élasticité des exportations à la production sur une période de 25 années pour les produits agricoles, de 15 années pour les produits industriels ; en outre on a testé la stabilité des élasticités en les calculant sur les neuf dernières années (1). Les régressions ont été effectuées à l'aide de la méthode des moindres carrés ordinaires.

La formule testée est la suivante :

$$X = C \cdot P^{\alpha}$$

soit en linéarisant :

$$\log X = C' + \log P$$

X : exportations

P : importations

α : élasticité

1) Explication de l'évolution des exportations agricoles (XA) en fonction de l'évolution de la production agricole (PA)

a) pour la période 1955-1979 on obtient :

$$\log (XA) = - 5,28 + 2,11 \log (PA) \\ (- 4,59) \quad (8,80)$$

R² : 0,77

Durbin-Watson : 1,13

b) pour la période 1970-1979 on obtient :

$$\log (XA) = - 5,57 + 2,17 \log (PA) \\ (- 3,75) \quad (7,36)$$

R² : 0,86

Durbin-Watson : 1,83

2) Explication de l'évolution des exportations manufacturières (XI) en fonction de l'évolution de la production industrielle (PI)

a) pour la période 1965-1979 on obtient (2) :

$$\log (XI) = - 0,35 + 1,03 \log (PI) \\ (- 0,66) \quad (10,14)$$

(1) Voir tableaux B, C, D de l'annexe 3 et tableaux G et H de l'annexe 5.

(2) Les séries d'exportation de produits manufacturés sont avant 1965 trop douteuses pour être utilisées.

$R^2 : 0,88$

Durbin-Watson : 0,61

b) pour la période 1970-1979 on a :

$$\log (XI) = - 3,32 + 1,57 \log (PI) \\ (- 6,16) (15,87)$$

$R^2 : 0,97$

Durbin-Watson : 2,36

Références

- [1] R.-M. Field, K.-M. Mc Gleen, W.-B. Abnett. « Political Conflict and Industrial growth in China. » *Joint Economic Committee of the United States* : « Chinese Economy post.-Mao ». Washington, 1978.
- [2] J.-S. Prybyla : « *The Political Economy of Communist China* ». International Textbook Company, 1970.
- [3] R. Baum, editor : « China's Four Modernizations : the New Technological Revolution ». *Westview Special Studies on China and East Asia*, 1980.
- [4] S. Kojima : « China toughens readjustment ». *China Newsletter - JETRO*, févr. 1981.
- [5] F.-M. Surls. « China's grain Trade », *Joint Economic Committee of the US* : « Chinese economy post Mao ». Washington, 1978.
- [6] A. Eckstein : *China's Economic Revolution*. Cambridge University Press, 1977.
- [7] A.-H. Usack, J.-D. Egan. « Chinese Iron and Steel Industry ». *Joint Economy Committee of the United States* : « China : A. Reassessment of the Economy ». Washington, 1975.
- [8] R.-F. Dernberger. « Economic Development and Modernization in Contemporary China », in : *Technology and Communist Culture*. Praeger Publishers, 1977.
- [9] R.-L. Price. « International Trade of Communist China ». *Joint Economic Committee of the United States* : « An Economic Profil of Mainland China ». Washington, 1967.
- [10] D.-L. Denny and F.-M. Surls. « China's foreign financial liabilities ». *China Business Review*, mars-avril 1977.
- [11] « What Decision-Making Powers Localities Will Assume in China's Foreign Trade ? ». Answers given by China's Top Economists. *Economic Reporter*. Hong Kong, janv. 1981.
- [12] « A technocrat's view of China's foreign trade ». *China newsletter*, mars-avr. 1981.
- [13] « Decentralisation of Foreign Trade ». *The China Business Review*, sept.-oct. 1980.
- [14] Xue Muqiao : « Reajustment and Restructuring of the Chinese Economy ». Symposium de Hangzhou organisé en mars 1981 par l'Institut d'Economie Mondiale de l'Académie des Sciences Chinoises et le Stanford Research Institute. *Economic Reporter*, avril 1980.
- [15] « Will Renminbi adopt double exchange to foreign currency ? » Answer from China's top Economists. *Economic Reporter*, déc. 1980.
- [16] *China Trade Report*. Hong Kong, févr. 1981.
- [17] Michèle Rodière : « Chine 1980 : l'efficacité économique à tout prix ». *Le Courrier des Pays de l'Est*, déc. 1980.
- [18] « China : a reassessment of the Economy ». *Joint Economic Committee of the United States*. Washington, 1975.

[19] « China Energy ». American Consulate General. Hong Kong, 10 juin 1980.

[20] « China offshore oil : an overview ». American Consulate General. Hong Kong, 16 sept. 1980.

[21] *The China Business Review*, janv.-févr. 1980.

[22] « Chine : la politique d'importation à l'heure du réajustement ». *La Lettre du CEPII*, n° 16.

Autres publications de référence :

A. Eckstein. *Communist China's Economic growth and Foreign Trade*. Mc Graw-Hill book Company, 1966.

A. Eckstein, W. Galenson, Ta-Chung Liu. *Economic trends in Communist China*. Adline Publishing Company.

Jetro : *China : a Business Guide : The Japanese Perspectives on China's Opening Economy*, 1979.

Joint Economic Committee of the United States :

— « An Economic Profile of Mainland China », 1967.

— « Peoples Republic of China : an Economic Assessment », 1972.

— « China : a Reassessment of the Economy », 1975.

— « Chinese Economy post - MAO », 1978.

T. Pairault avec la collaboration de P. Gentelle. « Les politiques Economiques Chinoises ». *Notes et Etudes Documentaires* : n°s 4581-4582, 31 juil. 1981.

B.-O. Szuprowicz, M.-R. Szuprowicz. *Doing Business with the People's Republic of China*. John Wiley and Sons, 1978.

A.-A. Stahnke, editor. *China's Trade with the West : a political and Economic Analysis*. Praeger Publishers, 1972.

A.-S. Whiting, R.-F. Dernberger. *China's Future : Foreign Policy and Economic Development in the post - MAO era*. Mc Graw Hill book Company, 1977.

Périodiques :

— *Beijing Information*, Pékin.

— *China Newsletter*, Japan External Trade Organization, Tokyo.

— *The China Business Review*, National Council for US - China Trade.

— *China International Trade*, Research Papers, National Foreign Assessment Center.

— *Le Courrier des Pays de l'Est*, Documentation Française, Paris.

— *Economic Reporter*, publié par l'Economic Information Agency, Hong Kong.

— *Far Eastern Economic Review*, Hong Kong.